

REVUE SUISSE

La revue des Suisses de l'étranger
Février 2021

**Les femmes suisses peuvent voter!
Depuis quand? 100, 75 ou seulement 50 ans?**

**Bruno Manser, un Suisse dans la forêt tropicale:
une grande vie transposée sur grand écran**

**Betty Bossi, un classique dans nos cuisines:
pourquoi les ménages suisses l'adorent**

RENDEZ-VOUS AVEC LA SUISSE

A 5 heures précises!



L'App pour les Suisses de l'étranger



RETOUR AUX SOURCES AVEC TISSOT,
« INNOVATORS BY TRADITION ».

L'histoire de Tissot a débuté au Locle, en Suisse, en 1853 pour devenir aujourd'hui le leader de l'horlogerie suisse traditionnelle en termes de volume. Fière de ses racines, la marque a su se positionner en tant qu'ambassadrice à l'étranger véhiculant des valeurs qui lui sont chères telles que la tradition et l'innovation. Tout au long de son histoire, Tissot a imprimé cette double empreinte sur l'ensemble de ses produits. En s'inscrivant sur la communauté de SwissCommunity, Tissot souhaiterait vous remercier, Chers Suisses de l'étranger, ambassadeurs de notre pays dans le monde entier, en vous offrant 15% de rabais sur l'ensemble de sa collection sur son site officiel.

www.swisscommunity.org/tissot - Official website | Tissot (tissotwatches.com)



Organisation des
Suisses de l'étranger

L'Organisation des Suisses de l'étranger se réinvente

- nouveau site Internet
- nouvelle communauté en ligne
- nouvelle présence en ligne de la « Revue Suisse »
- nouveau design
- tout-en-un

Visitez notre nouveau site Internet www.SwissCommunity.org et inscrivez-vous à notre nouvelle communauté pour tisser des liens forts et durables avec d'autres Suisses du monde entier!

Nos partenaires :

Suisse Tourisme.



Swiss Travel System.



BCGE



SWI swissinfo.ch

Une démocratie en retard

- 4 **En profondeur**
L'accès tardif des femmes au droit de vote – il y a 50 ans
- 8 **Images**
Caran d'Ache, une petite fabrique de crayons devenue marque mondiale
- 10 **Reportage**
Mitholz, village de montagne assis sur une poudrière
- 13 **Littérature**
Comment Germaine de Staël provoqua l'ire de Napoléon
- 14 **Société**
Betty Bossi, l'influenceuse présente dans toutes les cuisines suisses
- Actualités de votre région**
- 17 **Politique**
Initiative multinationales responsables: les cantons disent non
Une alternative controversée à la jungle des mots de passe
- 20 **Portrait**
Bruno Manser: une vie dédiée à la forêt tropicale portée sur grand écran
- 22 **Pandémie de coronavirus**
La deuxième vague touche durement la Suisse
- 24 **SwissCommunity**
La «Revue Suisse» vue par ses lecteurs: les résultats du sondage
- 29 **Courrier des lecteurs**
- 31 **Nouvelles**



Elle est suisse, vit en Allemagne, compte 77 printemps et dit participer à toutes les votations fédérales. Hanna Sahlfeld-Singer rend ainsi hommage, scrutin après scrutin, à ce qu'elle a contribué à conquérir de haute lutte. Elle fait en effet partie du grand nombre de femmes qui se sont battues pour le suffrage féminin en Suisse. Et aussi du petit nombre d'entre elles qui furent élues les premières au Conseil national il y a 50 ans. La photo à la une de ce numéro de la «Revue Suisse» montre le moment de gloire de Hanna Sahlfeld-Singer sous la Coupole fédérale: nous sommes en 1971, et elle prête serment sur la Constitution. Il est vrai que la nouvelle élue a eu un peu de mal à arriver jusque-là, puisque quand elle pénètre dans le Palais fédéral ce jour-là, on la renvoie tout d'abord à l'entrée des visiteurs. L'anecdote en dit long.

De l'Australie (droit de vote des femmes obtenu en 1902) au Yémen (1967), un grand nombre de pays se sont réveillés plus tôt. Pourquoi la Suisse, qui est l'une des plus anciennes démocraties du monde, persista-t-elle aussi longtemps à exclure la moitié du pays – les femmes – de sa vie politique? Ailleurs, ce sont au plus tard les deux guerres mondiales et les bouleversements sociaux qui les accompagnèrent qui entraînèrent ce réveil. En Suisse, cependant, les hommes persistèrent longtemps à croire que le suffrage féminin était une affaire trop audacieuse, inutile et même contre nature. De la pure mauvaise volonté de leur part, affirme l'historienne citée dans notre article «En profondeur».

Autre grand thème de ce numéro: la deuxième vague de la pandémie de coronavirus qui a frappé durement la Suisse. Le pays a passé les fêtes de fin d'année sans grands rassemblements. Des dizaines de milliers de Suisses de l'étranger n'ont pas ou revenir dans leur pays d'origine, ni rendre visite à leur famille ou à leurs amis. Les échanges entre la Suisse et l'étranger se sont donc déroulés par écrans interposés. Mais la technologie ne remplacera jamais de vraies retrouvailles.

MARC LETTAU, RÉDACTEUR EN CHEF

P.-S. La «Revue» en ligne a fait peau neuve: vous trouverez l'intégralité de ses contenus sur la plate-forme d'information swisscommunity.org. L'Organisation des Suisses de l'étranger, qui édite la «Revue», propose aussi toutes ses autres offres sur ce nouveau site. En outre, sachez que l'Organisation des Suisses de l'étranger apparaîtra désormais de plus en plus souvent sous le nom de «SwissCommunity».

Photo de couverture: la conseillère nationale Hanna Sahlfeld-Singer prête serment le 13 décembre 1971 devant les Chambres réunies. Photo Keystone

La «Revue Suisse», magazine d'information de la «Cinquième Suisse», est éditée par l'Organisation des Suisses de l'étranger.

**Swiss
Community**

En matière de suffrage féminin, la Suisse a traîné

Il y a seulement 50 ans – c'était en 1971 – que les femmes suisses ont obtenu le droit de vote et d'éligibilité, après un siècle de combat. Hanna Sahlfeld-Singer fait partie des toutes premières parlementaires à avoir siégé au Palais fédéral: «Il a toujours fallu beaucoup de volonté», se souvient cette Suissesse qui vit aujourd'hui à l'étranger.

SUSANNE WENGER

Le jour où les femmes suisses sont officiellement devenues des citoyennes à part entière peut être daté avec précision: c'était le 7 février 1971. Les Suissesses se sont alors vu accorder le droit de vote et d'éligibilité au plan fédéral à l'occasion d'une votation historique.

Dès lors, elles ont pu participer aux élections et aux scrutins, se porter candidates au Parlement, signer des initiatives populaires et des référendums. Ce sont les hommes qui ont pris cette décision, car eux seuls disposaient de tous les droits politiques jusque-là. Les femmes, depuis la fondation de l'État fédéral de 1848, n'avait ni le droit de vote, ni le droit d'éligibilité.

En 1959, la majorité des hommes suisses avaient pourtant préféré rester encore seuls maîtres à bord en politique. Avec près de 70 % de «non», ils avaient rejeté le suffrage féminin au niveau fédéral. Douze ans plus tard, ce n'était cependant plus tenable. «Nous ne sommes pas ici pour demander, mais pour exiger», assène Emilie Lieberherr, future conseillère d'État zurichoise, lors d'une grande manifestation sur la Place fédérale. Deux hommes suisses sur trois acceptent alors le projet dans les urnes. Dès l'automne 1971, les premières élections nationales se tiennent avec la participation des femmes. Onze conseillères nationales et une conseillère d'État sont «élues solennellement», annonce le Ciné-journal.

Le récit de la pionnière

Deux de ces pionnières sont encore en vie aujourd'hui: la Valaisanne Gabrielle Nanchen et la Saint-Galloise Hanna Sahlfeld-Singer, toutes deux socialistes. Hanna Sahlfeld vit désormais en Allemagne, pays d'origine de son époux. Quand elle est élue au Conseil national, la théologienne a 28 ans et est mère d'un enfant d'un an. «Mon premier jour au Palais fédéral était excitant», confie à la «Revue Suisse» celle qui a aujourd'hui 77 ans. Tandis qu'elle veut pénétrer

dans le saint des saints du pouvoir, à Berne, on la renvoie tout d'abord à l'entrée des visiteurs. Aujourd'hui, elle en rit. Mais l'anecdote illustre bien les résistances dont il a fallu venir à bout.

Une femme pasteure protestante, mère et professionnellement active, mariée à un étranger et désireuse d'agir sur le plan politique, «cela dépassait beaucoup de monde», note Hanna Sahlfeld. Vers 1970, elle avait défendu le droit de vote des femmes dans des discours prononcés à l'occasion de la fête nationale. Les réactions avaient été virulentes. Mais ce n'est pas elle qui a essuyé les plâtres: «Les gens savaient qu'ils ne me feraient pas changer d'avis.» C'est surtout son époux – pasteur lui aussi – qui a dû encaisser. Pourtant, elle le dit, il n'a jamais cessé de la soutenir.

Forcée de renoncer à son métier

Hanna et Rolf Sahlfeld veulent se partager travail à la maison et à l'extérieur. Leur modèle familial sort des sentiers battus. Cependant, la Suissesse, issue d'une famille ouvrière, doit renoncer au pastorat au profit de son mandat au Conseil national. C'est ce que lui impose une loi, vestige du combat culturel que se sont livré l'Église et l'État. Cette règle visait les prêtres catholiques: «Pendant cent ans, personne n'avait imaginé qu'elle puisse s'appliquer à une jeune femme.» Pour pouvoir faire de la politique, Hanna Sahlfeld prend désormais en charge, à la maison, les tâches bénévoles traditionnelles d'une épouse de pasteur. Au Conseil national, elle se bat notamment pour de meilleures assurances sociales pour les femmes et pour réduire la vitesse sur les routes.

Elle obtient un succès politique indirect simplement par le fait que des femmes siègent désormais au Palais fédéral. En 1972, elle donne naissance à un deuxième enfant, une première pour une conseillère nationale en exercice. Les médias en parlent et mentionnent que ses enfants ne





possèdent pas la nationalité suisse puisque leur père est étranger. Lors de son mariage, Hanna Sahlfeld a elle-même dû faire une demande pour rester suisse. Cette discrimination à l'encontre des femmes, qui touche de nombreuses familles binationales, n'est levée qu'en 1978. «Par la suite, de nombreuses Suissesses de l'étranger ont pu faire renaturaliser leurs enfants», note Hanna Sahlfeld.

«Aussi téméraire qu'inédite»

En matière de droits politiques des femmes, la Suisse faisait partie des mauvais élèves de l'Europe, comme le Portugal et le Liechtenstein. L'Allemagne, par exemple, a introduit le suffrage féminin en 1918 et la France en 1944, soit après les deux guerres mondiales et leurs bouleversements. Rien de tel ne s'est produit en Suisse. Et le suffrage féminin a dû franchir l'obstacle d'une votation fédérale. Mais cela n'explique pas entièrement pourquoi l'une des plus anciennes démocraties d'Europe avait pris tant de retard. Dans son livre paru en 2020, «Jeder Frau ihre Stimme», l'historienne Caroline Arni conclut que priver les femmes de droits politiques a été, en Suisse, une décision prise et confirmée de manière réitérée: «Il ne

s'agit pas d'un retard par étourderie, ni d'un raté dans le moteur de la modernité.»

La culture suisse «des alliances masculines», influencée par les mythes de fondation de la Confédération, a également une part de responsabilité, ajoute le politologue Werner Seitz. Il y avait aussi, dans toutes les couches sociales, l'idée d'une hiérarchie des sexes bien ancrée. La juriste Emilie Kempin-Spyri en fit déjà les frais en 1887. Ne disposant pas du droit de citoyenneté active parce qu'elle est une femme, elle ne pouvait exercer le métier de juge. Elle saisit le Tribunal fédéral qui la débouta. Les juges trouvèrent son

Hanna Sahlfeld lors de son premier jour au Conseil national, secondée par le conseiller d'État PS Matthias Eggenberger, fumant, et le conseiller national PS Rolf Weber.

Archive Keystone, 1971



Un demi-siècle plus tard: Hanna Sahlfeld entourée du public au Palais fédéral, à l'occasion d'un événement intitulé «Métiers: les femmes peuvent tout faire».

Archive Keystone, 2019

Le tape-tapis, un motif qui frappe les esprits. Affiche de campagne contre le projet de suffrage féminin à Zurich en 1947.

Photo Keystone



Le camp du «oui» affichait ses arguments: «Un peuple libre a besoin de femmes libres» (1946).

Archives du Musée du design de Zurich



argumentation – elle avançait que le droit de vote, dans la Constitution, concernait aussi les femmes – «aussi téméraire qu'inédite».

Le prix à payer

Depuis le début du XX^e siècle, de plus en plus de femmes – et d'hommes – commencent à s'engager pour le suffrage féminin. Le gouvernement suisse traite l'affaire avec lenteur, et certains cantons prennent les devants. Les bouleversements sociétaux de la fin des années 60 ont enfin raison des réticences de la Confédération. Le dernier canton à introduire le suffrage féminin sera Appenzell Rhodes-Intérieures, en 1990, sur ordre du Tribunal fédéral.

«Il a toujours fallu beaucoup de volonté, pour tout», note Hanna Sahlfeld. En 1975, elle est brillamment réélue, mais finit par renoncer à son mandat. Son engagement politique fait que son époux ne trouve plus de travail en Suisse. La famille quitte le pays et recommence à zéro, près de Cologne. Hanna Sahlfeld fait partie de ces pionnières qui ont préparé le terrain pour les générations suivantes de femmes au Palais fédéral. Pour leur rendre hommage, des plaquettes ornent désormais leurs anciens pupitres. «Cela a valu la peine de se battre», conclut Hanna Sahlfeld, même si elle et son mari en ont payé le prix. Et d'ajouter qu'en matière d'égalité, beaucoup de choses paraissent aujourd'hui naturelles: «Mais si les femmes négligent de consolider leurs acquis, elles pourraient à nouveau les perdre très vite.»

En savoir plus sur les 50 ans du suffrage féminin en Suisse: www.ch2021.ch

Comment les femmes font usage de leurs droits politiques

Les femmes disposent du droit de vote et d'éligibilité depuis 50 ans. Leur proportion dans les organes politiques est en augmentation. Toutefois, des efforts sont encore nécessaires pour parvenir à une représentation équilibrée des sexes.

EVA HIRSCHI

En 2019, 84 femmes ont été élues au Conseil national. C'est 20 de plus qu'en 2015. Depuis l'introduction du suffrage féminin, en 1971, jamais on n'avait noté une telle augmentation. Et jamais la part des femmes n'avait été aussi haute – elle est aujourd'hui de 42% – à la Chambre basse. Au Conseil des États, on note au moins un changement de tendance: après un recul de la part des femmes pendant douze ans, celle-ci a atteint un nouveau record, 26% tout de même. «C'est un signal puissant, et qui était urgent. Il reflète l'esprit de l'époque et la grève des femmes», affirme la conseillère nationale vert'libérale Kathrin Bertschy. La Bernoise coprésidente alliance F, une association faitière non partisane d'organisations de femmes défendant, entre autres, une représentation équilibrée des sexes au Parlement. Alliance F est aussi coresponsable de la campagne «Helvetia vous appelle», dont l'objectif est de soutenir systématiquement les candidates potentielles.

«Nous avons incité les partis et les responsables des listes à placer les femmes en bonne position sur les listes et avons organisé des ateliers et des programmes de mentorat pour les candidates», explique Flavia Kleiner, co-initiatrice de la campagne. «Il ne s'agit pas pour nous d'équité, mais d'une représentation correcte de la population suisse. En fin de compte, la population compte une moitié de femmes», relève Flavia Kleiner.

Tentative de rattrapage avec 170 ans de retard

Mais pourquoi a-t-il fallu 50 ans pour que la part des femmes au Parlement augmente notablement? «Il faut voir cela comme une course de relais», note Flavia Kleiner. «Les hommes ont commencé avec environ 170 ans d'avance. Il n'est donc pas étonnant qu'il faille du temps pour les rattraper.» Comme le souligne Kathrin Bertschy, les structures ont été créées par les hommes, pour les hommes: «Lors de l'introduction du suffrage féminin, on a manqué d'imposer en même temps une représentation proportionnelle des

sexes, comme c'est le cas pour les cantons ou les régions linguistiques au Conseil national. Pourtant, l'État fédéral repose sur un grand nombre de quotas. Je fais moi-même, en quelque sorte, partie des quotas bernois.»

Pendant longtemps, peu de femmes étaient élues, mais il y avait aussi peu de candidates. Pour Flavia Kleiner, cela est principalement dû à des obstacles structurels: «Parvenir à concilier travail politique et vie de famille n'est pas simple, car les séances et les rencontres ont souvent lieu le soir ou le week-end. De plus, la culture politique porte jusqu'à ce jour l'empreinte des hommes et la manière de communiquer, dans ce domaine, est parfois assez rude. L'opinion publique est aussi plus sévère à l'égard des femmes.»

Tout cela réduit l'attractivité d'un mandat politique aux yeux des femmes. Par conséquent, il faut plus d'efforts pour les convaincre de se porter candidates, relève la politologue Sarah Bütikofer, qui étudie la participation politique des femmes. Elle affirme que ce sont les partis qui sont les mieux placés pour agir: «En Suisse, l'organisation des partis est cantonale. Ils ont les moyens d'encourager les femmes et de les placer en bonne position sur les listes.»

L'élection au Conseil national ou au Conseil des États requiert généralement une expérience au niveau cantonal. Nul ou presque n'est élu directement au Parlement national. «Ce sont les caciques des partis qui font de la politique au niveau national. Il est donc indispensable d'encourager les femmes dès les niveaux cantonal et communal pour qu'il y ait des candidates qualifiées pour les fonctions plus importantes», explique Sarah Bütikofer.

Trop réservées? Trop peu sûres d'elles?

Toutefois, au niveau cantonal justement, on est encore très loin de l'égalité des sexes en Suisse. En 2019, la part des femmes dans les parlements et gouvernements cantonaux se situait entre 25 et 29 %. Et si Bâle-Ville enregistrait une progression des femmes au parlement cantonal fin d'octobre 2020 (elles sont à présent 42 %), le canton d'Argovie n'élisait à nouveau que des hommes au conseil d'État. Et la part des femmes se réduisait même au Parlement cantonal.

Martina Sigg, présidente des femmes PLR du canton d'Argovie, n'est pas satisfaite de ce résultat: «Dans certains districts, trouver des femmes n'est pas simple. Elles sont bien plus réservées et osent moins se lancer en politique: souvent, il faut les chercher activement et les convaincre. Elles se présentent rarement spontanément.» C'est pour-

quoi Martina Sigg trouve que les campagnes comme «Helvetia vous appelle» sont importantes. Il n'empêche qu'en 2019, lors du renouvellement du gouvernement cantonal argovien, elle a voté pour le candidat masculin, Jean-Pierre Gallati (UDC), et non pour Yvonne Feri (PS). «L'UDC avait droit à ce siège, et il était selon moi mieux armé pour ce mandat. Il faut aussi toujours se demander ce que l'on veut représenter: les partis ou les sexes? Pour moi, les partis ont la priorité, même si j'aurais bien sûr apprécié que l'UDC présente une bonne candidate.»

De la politique hors partis

Se présenter à une élection est une chose, aller voter en est une autre. Or, les Suissesses sont plutôt restées des électrices frileuses: l'étude électorale suisse Selects, par exemple, montre que lors des élections fédérales de 2019, 49 % des électeurs sont allés voter, contre seulement 41 % des électrices.

La politique institutionnalisée fait-elle peur aux femmes? En réalité, celles-ci sont tout à fait prêtes à s'engager pour des causes politiques: la grève des femmes de 2019 l'a bien montré. Des centaines de milliers d'entre elles ont alors défilé dans les rues. «J'ai participé moi aussi à cette grève et, depuis deux ans, je m'engage au sein de la commission fédérale «dini Mueter» (EKdM), que nous avons fondée après la grève et qui défend de meilleures conditions de travail dans la garde des enfants», relate Lina Gafner.

Âgée de 38 ans, Lina Gafner n'a pas voulu s'affilier à un parti. «Je n'aime pas les luttes de pouvoir, le culte de la personnalité, le fait d'obéir à une politique partisane. Je m'engage pour des causes précises.» C'est également le sens du travail politique et du lobbying de l'EKdM. «Mais je ne souhaite pas me charger d'un mandat politique. Les conditions structurelles ne me conviennent pas et il serait trop difficile de concilier cela avec mon travail et ma famille», note l'intéressée.

La conseillère nationale Kathrin Bertschy salue les formes alternatives de participation politique. Cependant, elle insiste: «Il est important que les femmes soient aussi représentées au Parlement, et qu'elles ne laissent pas toute la place aux hommes. Car c'est là qu'on peut le mieux changer les choses et améliorer les lois et les conditions qui concernent les femmes.»



D'après Flavia Kleiner, les femmes ont besoin de temps: «Les hommes ont commencé avec environ 170 ans d'avance.»



Katrin Bertschy est heureuse de la progression des femmes au Parlement: «C'est un signal puissant, et qui était urgent.»



Sarah Bütikofer: «Les partis ont les moyens d'encourager les femmes et de les placer en bonne position sur les listes.»



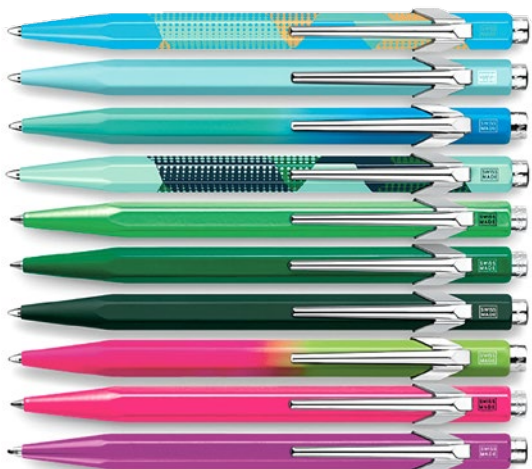
Les pastels à la cire «Neocolor» furent commercialisés en 1952. L'artiste Pablo Picasso les utilisa peu après pour ses esquisses. (Archives CdA)

Une petite fabrique de crayons devenue marque mondiale

«Il est à espérer que tous les Suisses de l'étranger utiliseront bientôt le crayon suisse Caran d'Ache et soutiendront ainsi l'industrie nationale»: voici ce qu'écrivait la Feuille de correspondance pour les Suisses et les associations suisses de l'étranger en 1925. La jeune manufacture genevoise de crayons venait alors d'ouvrir un magasin à Berlin. C'était le début d'une *success story* qui fit des crayons suisses des objets de désir dans le monde entier. Dans un nouveau livre richement illustré, l'auteur indépendant Ralph Brühwiler raconte la saga de Caran d'Ache, avec une profusion d'informations et de détails, tout en réservant de la place à quelques anecdotes. On y découvre notamment les aventures du fondateur de l'entreprise, Arnold Schweizer. Cet industriel venu de Suisse orientale, est décrit comme un patron social qui dut faire face à quelques revers. L'ouvrage nous apprend aussi ce qu'il en est du nom de l'entreprise – emprunté au russe –, comment les laboratoires et les ateliers ont donné naissance à des produits toujours nouveaux, et pourquoi les écoliers suisses appréciaient ces crayons autant que les artistes connus. Et si elle vend aujourd'hui des crayons dans le monde entier, l'entreprise Caran d'Ache appartient toujours à trois familles suisses.

SUSANNE WENGER

Ralph Brühwiler: *Die Caran d'Ache Saga. Von Genf in die Welt.* NZZ Libro 2020 (en allemand), 264 pages, 49 francs.



Un symbole de la modernité: le stylo qui se fit connaître sous le numéro de référence «849» à partir des années 1960. (Archives CdA)



Dans les années 1930, l'entreprise développa le crayon aquarellable «Prismo». Ces boîtes où s'alignaient les crayons de couleur ont fait le bonheur de plusieurs générations d'enfants suisses. (RB)



Un crayon comme une fusée: c'est avec cette voiture que les représentants de Caran d'Ache effectuaient leurs tournées publicitaires à la fin des années 1920. (Archives CdA)



Ce taille-crayon essaima dans les écoles suisses après la guerre et devint un objet culte. (Archives CdA)



Premier porte-mine au monde, le «Fixpencil» fut breveté par l'entreprise en 1930. Il séduisit tout particulièrement les professionnels de la technique. (Archives CdA)



Stylo à six côtés vendu à des millions d'exemplaires depuis 1953, l'«Ecridor» possède l'aura d'un produit de luxe. (CdA Firmenarchiv)

Le lieu le plus explosif de Suisse

Depuis plus de 70 ans, des tonnes de munitions datant de la Seconde Guerre mondiale sont entreposées dans la montagne près de Mitholz, dans l'Oberland bernois. Mais il convient à présent de les évacuer, et les habitants devront quitter les lieux. Mitholz deviendra-t-il un village fantôme suisse?

JÜRIG STEINER

Les maisons, aux allures de chalets, reposent paisiblement sous le soleil d'hiver qui, malgré les parois rocheuses escarpées, darde ses rayons jusque dans l'étroite vallée. Le village de Mitholz, où vivent près de 200 âmes, est situé sur une terrasse de la vallée de la Kander. Il compte encore une auberge, mais plus de magasin depuis belle lurette.

La ligne ferroviaire et la route qui monte à la station de ferroutage du Lötschberg serpentent à travers Mitholz. Le village est exposé aux caprices d'une nature alpine sauvage: chutes de pierres, glissements de terrain, inondations, avalanches. «Nous sommes habitués à vivre avec les dangers naturels. Ils ne nous ont jamais poussés à partir», affirme Roman Lanz, président de la commune de Kandergrund, qui englobe Mitholz.

Et pourtant, depuis deux ans, tout le monde se demande si Mitholz est devenu trop dangereux pour ses habitants. La cause de cette interrogation se cache au plus profond de la roche située au-dessus du village: depuis la Seconde Guerre mondiale, des tonnes de munitions, parmi lesquelles des bombes d'aviation de 50 kg, sont entreposées dans des galeries partiellement effondrées.

Les habitants de Mitholz savent depuis 1947 que la montagne abrite un danger. Cette année-là, peu avant Noël, trois déflagrations monumentales se produisent au milieu de la nuit dans les cavernes flambant neuves. Il se met à pleuvoir des pierres, et les galeries crachent de l'air comprimé, des munitions et des débris miniers qui endom-



Plus haut, plus grand, plus rapide, plus beau? À la recherche des records suisses qui sortent de l'ordinaire. Aujourd'hui: en visite dans la commune la plus explosive de Suisse.

magent gravement le village. Neuf personnes périssent dans ce qui est l'un des plus graves accidents de l'histoire de l'armée suisse.

À peine un an après, les habitants de Mitholz réintègrent leurs maisons. Si la cause de l'explosion reste inexplicite à ce jour, écrit le journaliste Hans Rudolf Schneider dans son livre «Die Schreckensnacht von Mitholz» («Nuit d'épouvante à Mitholz», ouvrage non traduit), une expertise officielle réalisée à la fin des années 40 établit que le dépôt endommagé, qui abrite aujourd'hui encore près de la moitié des 7000 tonnes de munitions d'origine,

ne présente aucun danger pour la population.

Il faudra que l'armée envisage d'installer un centre informatique secret dans les cavernes de Mitholz pour que tout change. À l'été 2018, une nouvelle expertise conclut que les risques liés au dépôt de munitions sont «inacceptables» pour la route, le train et les maisons, et donc aussi pour les habitants. D'un seul coup, Mitholz devient le village le plus explosif de la Suisse.

Après la première séance d'information, en juin 2018, la population est comme frappée de sidération, se souvient Roman Lanz. Un an et demi plus



Après des explosions dans les cavernes, des gravats pleuvent sur le village. Neuf personnes périssent et de nombreuses maisons sont détruites.

Photo d'archive Keystone, 1947



tard, la conseillère fédérale Viola Amherd met les points sur les i: le danger ne pourra être écarté que si l'on évacue les déchets explosifs. Pour cela, une opération ultra-complexe et inédite au monde doit être réalisée au cœur de la montagne avec des robots. Mais ceci augmente le risque d'explosion si bien que les 170 habitants de Mitholz devront, dès 2031, quitter leur village pour près de dix ans par mesure de sécurité. Coût de l'opération: un milliard de francs.

Un village fantôme suisse! La nouvelle fait l'effet d'une bombe. Le président de la commune donne alors des interviews à des chaînes de TV étrangères et participe à des séances avec des conseillers fédéraux. Tout le monde parle de Mitholz. «Mais quand je discute avec les personnes concernées, ici au village, tout cela reste pour elles impalpable, presque abstrait», dit-il. Elles vivent toujours

aussi près du dépôt de munitions qu'auparavant.

Seulement, elles se posent à présent des questions existentielles sur leur avenir incertain. Roman Lanz se tient devant le portail nord muré du dépôt, par lequel des chargements ferroviaires ont amené cartouches et explosifs. À un jet de pierre de là se dresse la maison de la famille Künzi, des paysans qui font paître leur bétail sur les flancs montagneux autour du dépôt de munitions. Depuis des décennies, ils exploitent des sols qui se retrouvent brusquement en zone rouge. Mais on ne déménage pas des vaches aussi facilement que cela. La famille Künzi doit se reconstruire une nouvelle vie ailleurs.

Le président de la commune s'entretient presque quotidiennement avec les villageois. Il confie: «De l'extérieur, il est difficile de s'imaginer l'effet que cette nouvelle a produit sur

La ferme de Samuel Künzi est perchée sur les rochers près de Mitholz. Des rochers qui abritent des milliers de tonnes d'anciennes munitions.

Photo Danielle Liniger

nous, il y a deux ans, quand on a appris le danger d'explosion». Certains ne prennent conscience de la réalité que lentement, persistant dans l'espoir que l'État renoncera finalement à une telle dépense et que tout restera comme avant.

Les émotions sont une chose, les questions financières une autre: à quel



Pour bon nombre d'habitants du village, tout cela reste «impalpable, presque abstrait», dit le président de la commune, Roman Lanz.

Photo Danielle Liniger

dédommagement faut-il s'attendre? Quelle valeur auront les maisons, qui pourront peut-être un jour être rendues à leurs propriétaires, après avoir été vides pendant des années, même si elles seront occupées par l'armée pendant l'évacuation?

Et, bien sûr, la question majeure qui se pose aussi est la suivante: pour quoi a-t-on enfoui autant de munitions dangereuses près des habitations de Mitholz? «L'entrepôt de Mitholz, accessible en train, possédait une situation idéale dans le cadre de la stratégie du Réduit national adoptée pendant la Seconde Guerre mondiale», explique l'historien Rudolf Jaun, professeur émérite de l'académie militaire de l'EPFZ. À l'été 1940, le général Henri Guisan décida en effet de déplacer la majeure partie de ses troupes au cœur des Alpes pour pouvoir y livrer la bataille décisive après avoir retardé l'avance de l'ennemi sur le Plateau. Les munitions furent entreposées dans plusieurs grands arsenaux secrets comme Mitholz. Ce dernier aurait alimenté le front sud, en Valais.

On n'en arriva pas là. Aucun projectile ne fut tiré depuis les cavernes de Mitholz. Au contraire: après la guerre, on utilisa les galeries existantes pour se débarrasser des déchets à peu de frais et on les bourra de munitions intactes provenant des armements des troupes. Avec pour conséquence paradoxale que l'entrepôt de Mitholz, construit avant la guerre



L'entrée de la cave de Mitholz, derrière laquelle une bombe à retardement menace les habitants depuis des décennies.

Photo Danielle Liniger

pour protéger la population, se transforma en bombe à retardement.

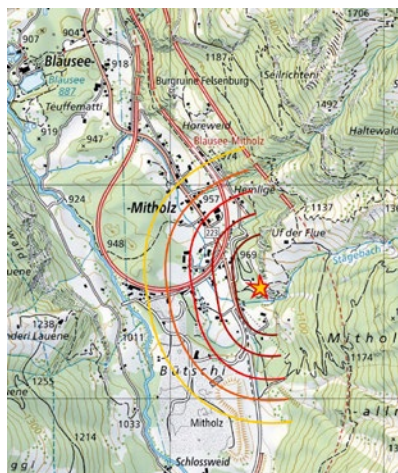
Rudolf Jaun souligne qu'il faut tenir compte, dans cette affaire, du changement d'attitude de la société vis-à-vis de l'armée: «À l'époque, on ne critiquait pas ce que faisait l'armée comme aujourd'hui.» La population avait accepté les risques comme une nécessité. Ainsi, des milliers de tonnes de munitions défectueuses ou superflues furent par exemple plongées, au vu et au su de tous, dans les lacs de Thoune et de Brienz, où elles se trouvent encore aujourd'hui. Notamment parce qu'il s'agissait, souligne l'historien, «de la solution la moins chère pour les évacuer».

Aujourd'hui, par conséquent, la teneur en substances nocives de l'eau des lacs est régulièrement analysée. L'armée a mis sur pied un vaste programme d'assainissement des sites contaminés et stocke ses munitions dans de plus petits dépôts ultrasécurisés. Seul le bunker effondré de Mitholz est resté intouché. Jusqu'en 2018.

Roman Lanz relate que les journalistes romands lui demandent souvent

pourquoi les habitants de la vallée de la Kander ne protestent pas. De l'autre côté de la Sarine, on manifesterait tous les jours si un tel scandale venait à éclater. «La majorité d'entre nous est d'avis qu'on ne peut pas repousser davantage la résolution du problème», relève le président de la commune. On accepte la douleur de l'évacuation afin que la génération suivante puisse réintégrer un jour les maisons de Mitholz sans danger: «Nous n'irons pas manifester à Berne avec nos fourches à foin si l'on nous réserve un traitement correct.»

Dans son esprit, le président de la commune voit son village reflourir et retrouver vie dans un avenir lointain. Il imagine, pourquoi pas, un musée de la forteresse dans l'ancien dépôt de munitions. Et vu leurs températures constantes, les cavernes souterraines feraient un lieu idéal pour affiner le fromage.



L'entrepôt de munitions de Mitholz se trouve tout près d'habitations, de la route et d'une ligne ferroviaire très fréquentée.

Reproduit avec l'autorisation de swisstopo (BA200186)

JÜRIG STEINER EST JOURNALISTE ET RÉDACTEUR À LA «BERNER ZEITUNG»

La femme que Napoléon exila

La Genevoise Germaine de Staël vécut sa vie d'écrivaine et d'intellectuelle de premier plan à Paris, mais dut s'exiler à plusieurs reprises en Suisse.

CHARLES LINSMAYER

Lorsqu'elle demanda à Napoléon qui était, à son avis, la femme la plus importante de tous les temps, il lui répondit: «Celle qui a donné naissance au plus grand nombre d'enfants.» Germaine de Staël en fut dépitée. Pourtant, cette Genevoise née à Paris en 1766 était mère de cinq enfants, et était donc tout à fait concurrentielle sur ce plan-là aussi. Mariée depuis 1786 au baron de Staël, un Suédois, elle ne se laissa pas imposer la monogamie. Personne ne savait au juste lesquels de ses amants étaient les pères de ses enfants.

Non, le fait d'être mère n'était pas sa qualité première. Mais l'éclat de son intelligence, sa volonté inébranlable de s'affirmer en tant que femme et, enfin, sa plume affûtée, la firent connaître dans toute l'Europe et poussèrent l'auto-proclamé empereur Napoléon au comble du désespoir.

Germaine de Staël avait survécu à la Révolution, à laquelle elle était favorable au début, dans son château de campagne à Coppet, près de Genève. Après la chute de Robespierre, elle était toutefois revenue à Paris en 1794 et réunissait l'élite conservatrice dans son salon. Au début, elle se lia d'amitié avec Napoléon, puis se brouilla avec lui lorsqu'elle exprima son désaccord sur l'ingérence de la France dans l'instauration de la République helvétique.

L'Italie et l'Allemagne, deux thèmes chers à son cœur

Ses succès littéraires s'appuyaient sur les voyages, dont elle ne se privait pas malgré l'époque troublée. «Corinne ou l'Italie» (1807) mêle, dans un débordement de romantisme, la culture et l'histoire italiennes et l'histoire d'amour de l'héroïne avec un lord anglais. «De l'Allemagne», le livre qui consacra l'Allemagne comme le «pays des poètes et des penseurs», revient sur un voyage qu'elle fit en 1803-1804 à Berlin et Weimar, et qui l'entraîna dans la sphère d'influence de Goethe et de Schiller. En 1810, la police de Napoléon empêcha la publication de l'œuvre: le manuscrit et les estampes furent détruits et l'écrivaine, forcée à s'exiler à Coppet. Quand, là aussi, elle sentit la menace approcher, elle s'enfuit en Angleterre en 1812, où «De l'Allemagne» parut l'année suivante.

La conscience libérale de l'Europe

L'ire de Napoléon était compréhensible, car l'hommage de Germaine de Staël à l'Allemagne poétique était en ré-

alité une protestation déguisée contre la répression culturelle qui sévissait en France, et montrait mieux que nul autre texte à quelle éloquente opposante avait désormais affaire Bonaparte. Face à ce puissant despote, l'écrivaine incarnait depuis longtemps quelque chose comme la conscience libérale de l'Europe. Ses autres ouvrages irritèrent aussi Napoléon, qui rédigea par exemple sous couvert d'anonymat une critique au vitriol de «Delphine». Quant à «Corinne», le roman lui était déjà resté en travers de la gorge par le seul fait que, bien qu'écrit pendant l'année de son couronnement comme roi d'Italie, il ne mentionnait pas une seule fois le conquérant qu'il était.

«Pas sans quelque intérêt»

Le 14 juillet 1817, quand Germaine de Staël, à l'âge de 51 ans, fut arrachée à une vie pleine de mouvements, de passions et de sensualité, elle avait depuis longtemps réouvert son salon parisien, qui avait retrouvé tout son lustre, tandis que Napoléon était exilé pour toujours à Sainte-Hélène. Là, il avoua à son confident, le comte de Las Cases, en août 1816, qu'après l'avoir relu, il était obsédé par sa rivale et sa «Corinne»: «Je la vois, je l'entends, je la sens, je veux la fuir, et je jette le livre. Il me restait de cet ouvrage un meilleur souvenir que ce que j'éprouve aujourd'hui. Toutefois je persisterai, j'en veux voir la fin; il me semble toujours qu'il n'était pas sans quelque intérêt.»

BIBLIOGRAPHIE: «De l'Allemagne» est disponible en poche chez Flammarion.

CHARLES LINSMAYER EST SPÉCIALISTE EN LITTÉRATURE ET JOURNALISTE À ZÜRICH



«Mais la société, la société! comme elle rend le cœur dur et l'esprit frivole! comme elle fait vivre pour ce que l'on dira de vous! Si les hommes se rencontraient un jour, dégagés chacun de l'influence de tous, quel air pur entrerait dans l'âme! que d'idées nouvelles, que de sentiments vrais la rafraîchiraient!»

(Extrait de: Germaine de Staël, «Corinne ou l'Italie», 1807)

L'immortelle influenceuse

La cuisinière suisse Betty Bossi, personnage imaginaire, a fait un carton pendant le confinement lié au coronavirus.

DÖLF BARBEN

Cette année, Betty Bossi a presque pris l'ampleur d'une figure comme Helvetia. Pendant la pandémie de coronavirus, elle n'a pas laissé tomber les Suisses. Quand ceux-ci, privés de restaurant, ont dû se confiner derrière leurs fourneaux, Betty Bossi a réagi. Elle a donné gratuitement accès aux fiches numériques – d'ordinaire payantes – tirées de ses 120 livres de cuisine et de pâtisserie, et a montré aux citoyens comment rôtir des burgers et confectionner du pain aux bananes. Avec des recettes garanties inratables, comme toujours. Et cela a fonctionné. Une fois de plus. Son site web a enregistré plus de dix millions de visites. En un mois.



Betty Bossi et Helvetia ont un point commun: aucune des deux n'a d'existence réelle. Et pourtant, ce sont des figures suisses charismatiques dont chacun se sent proche: Helvetia, armée de son javelot, se tient au verso des pièces d'un et de deux francs, ceinte d'une couronne d'étoiles. Et Betty Bossi s'active aux fourneaux et aide depuis toujours les Helvètes à répondre à l'une des questions les plus difficiles qui soient: que vais-je cuisiner aujourd'hui?

Depuis bientôt 65 ans, Betty Bossi fait partie des «meubles» du pays. Depuis tout ce temps, que nous a-t-elle apporté? Ses livres de cuisine continuent-ils «d'influencer les ménages suisses», comme le dit le Dictionnaire historique de la Suisse? Napperions-nous toujours nos légumes de sauce blanche à la farine si Betty Bossi n'était pas entrée dans nos vies?

C'est en 1956 que parut le premier «Courrier Betty Bossi», une feuille d'information imprimée recto verso et distribuée gratuitement dans les magasins. Le titre du tout premier article était: «Que vais-je cuisiner aujourd'hui?» Et il était présenté comme si Betty Bossi l'avait rédigé elle-même. Le portrait d'une femme souriante l'accompagnait. Et à la fin de l'article se trouvait sa signature.

Cette feuille d'information contenait presque tout ce qui fait encore l'identité de Betty Bossi aujourd'hui. Elle se présentait comme une amie pour les lectrices, désireuse non pas de simplement leur mâcher le travail, mais aussi de leur donner du pouvoir. Elle les encourageait à planifier leurs menus afin que les repas soient goûteux et variés, qu'il n'y ait pas de restes et que leur porte-monnaie ne soit pas complètement dégarni à la fin de la semaine. Et elle présentait une demi-douzaine de recettes, dont celle d'un gratin aux pommes: 300 grammes de pain sec, un demi-litre de lait, 3 œufs, 60 grammes d'«Astra 10», 300 grammes de pommes, 80 grammes de sucre, 2 cuillères de raisins secs, un zeste de citron râpé.

«Astra 10»: voilà le nœud de l'affaire. Betty Bossi ne voulait pas seulement être la copine des ménagères, elle voulait aussi les encourager à utiliser les graisses, huiles et margarines de l'entreprise Astra, qui avait sa fabrique à Steffisburg, près de Thoune, et appartenait au groupe Unilever. Voilà qui est dit: dès le début, Betty Bossi était un personnage fictif conçu pour interagir, prendre autant que donner – en d'autres termes: une influenceuse.

Et la recette que la rédactrice publicitaire Emmi Creola-Maag avait repérée aux États-Unis, où il existait une revue féminine du nom de «Betty Crocker», fonctionna à merveille en Suisse aussi: le «Courrier Betty Bossi» permit à la cuisinière imaginaire de prendre son envol. À ce propos, l'historien Benedikt Meyer souligne que le miracle économique d'après-guerre n'apporta pas uniquement des voitures, des téléviseurs et de nouvelles coiffures, mais aussi une nouvelle cuisine, au sens littéral du terme: fours électriques, mixeurs, mélangeurs et pétrisseurs ouvrirent de nouveaux possibles et les magasins se remplirent



«Que vais-je cuisiner aujourd'hui?» Betty Bossi a commencé par poser cette question avant de livrer des milliers de recettes de cuisine et de pâtisserie.

Cake imbibé au citron: avec près d'un demi-million de clics par année, c'est la recette la plus consultée de Betty Bossi.



de nouveaux produits. Benedikt Meyer: «Pour ne pas se perdre dans toutes ces nouveautés, les Suisses avaient besoin d'aide. Et c'est là que Betty Bossi intervint.»

Le succès fut colossal. Le journal, auquel il fut possible de s'abonner plus tard, est aujourd'hui encore lu par des centaines de milliers de personnes. Quand la recette du tiramisu parut, en 1984, le mascarpone fut épuisé en un temps record partout en Suisse. Betty Bossi a vendu 35 millions de livres de cuisine et de pâtisserie. «Gâteaux, cakes et tourtes», édité en 1973, est le best-seller entre tous avec 1,35 million d'exemplaires écoulés. Si l'on plaçait côte à côte tous les livres de cuisine que Betty Bossi a vendus, ils formeraient une chaîne s'étirant de la Suisse à l'Amérique.



Betty Bossi en chiffres

Dans les cuisines de Betty Bossi, à Bâle et à Zurich, près de 2500 recettes sont créées chaque année. Le journal paraît dix fois par an et tire à 540 000 exemplaires, ce qui en fait le plus grand journal payant de Suisse. Le site web accueille près de trois millions de visiteurs par mois, et plus encore depuis le début de la pandémie de coronavirus. Les recettes sont aussi diffusées sur les réseaux sociaux: 520 000 personnes reçoivent quotidiennement la newsletter. (DB)

Regardez donc chez vous: n'avez-vous pas, dans un de vos tiroirs, l'un de ses livres de cuisine, de ses journaux ou une recette qui en a été arrachée? Ou des baguettes à pâte, des moules à biscuits ou un gaufrier dans une de vos armoires? Car dans ce domaine-là aussi, Betty Bossi excelle: elle développe et vend tout un attirail d'accessoires de cuisine et de ménage. Aucun doute, la «sauveuse de tous les célibataires», «l'arme absolue contre l'ennui aux fourneaux», «la gardienne du saint grill» a toujours la patate, quel que soit le nom qu'on lui donne!

L'entreprise Betty Bossi, qui n'est jamais passée à côté des nouvelles tendances comme les émissions de cuisine, les plates-formes en ligne ou l'alimentation sans gluten, appartient entièrement à Coop depuis 2012, l'un des deux géants suisses du commerce de détail. Betty Bossi SA emploie 120 collaborateurs à Bâle et à Zurich et a réalisé un produit net de 89 millions de francs en 2019. Un petit tour dans un supermarché Coop suffit pour s'en convaincre: avec plus de 600 produits, la marque est omniprésente. À côté des articles de pâtisserie, elle propose de plus en plus de produits finis et semi-finis comme des salades, des sandwiches et des menus complets.

N'est-ce pas là contradictoire, que Betty Bossi, qui pendant des décennies s'est efforcée d'apprendre aux Suisses à cuisiner,



Cuisiner et dresser un plat en vue d'une photo appétissante: les photographes culinaires sont les alliés indispensables de l'influenceuse Betty Bossi.

ner, mette soudain des produits finis sur leur table? Elle ne peut probablement pas faire autrement, et il faut ici donner raison à Viviane Bühr, son attachée de presse: l'époque n'est plus du tout la même qu'il y a 60 ans. Les gens bougent moins et ne veulent plus passer tous les jours deux heures en cuisine. Des tendances venant du monde entier en matière d'alimentation et de comportement influencent les cuisines suisses, et ont aussi contribué, du reste, à faire disparaître les nourrissantes sauces blanches à la farine. Les Bettys et Bossis, comme Viviane Bühr nomme les collaborateurs de l'entreprise, observent ces tendances et réagissent en créant de nouvelles recettes et en développant de nouveaux produits alimentaires. Comme toutes les entreprises, Betty Bossi doit vivre avec son temps «si elle veut survivre à long terme», déclare l'attachée de presse. Jusqu'ici, cela a bien marché. « Pour notre taille, nous sommes compétitifs», confirme-t-elle. «Betty Bossi se porte comme un charme.»

Betty Bossi vit donc avec son temps, et personne ne lui en voudra. En tant que personnage imaginaire, elle possède un avantage à ce niveau-là grâce à son immortalité. La question est plutôt de savoir comment elle tirera son épingle du jeu à l'avenir. Comment réagira-t-elle à la concurrence de plus en plus forte? Quand l'influenceuse a débuté, il y a plusieurs décennies, il n'existait encore aucun blog de cuisine, et l'éventail des livres de recettes était restreint. Saura-t-elle réitérer l'exploit d'imposer des recettes cultes comme le cake imbibé au citron ou le filet chantilly?



Pas de règles de responsabilité pour les multinationales suisses

Les cantons ont rejeté l'initiative multinationales responsables. Mais la pression sur les multinationales suisses augmente pour qu'elles respectent des critères éthiques aussi à l'étranger.



La conseillère fédérale Karin Keller-Sutter rassure les perdants: «Les initiants ne repartent pas les mains vides.»

Photo Keystone

THEODORA PETER

Les auteurs de l'initiative «Entreprises responsables – pour protéger l'être humain et l'environnement» ont remporté, malgré leur échec en votation, un succès d'estime: le 29 novembre, 50,7% des votants ont dit «oui» dans les urnes. Toutefois, l'initiative a échoué à la majorité des cantons, une majorité nécessaire pour toute modification de la Constitution: seuls 9 cantons sur 26 l'ont acceptée. Dans la démocratie directe, il est très rare qu'une initiative convainque le peuple et soit rejetée par les cantons. Cela montre à quel point ce sujet, porté par une alliance comptant plus de 120 organisations de bienfaisance, églises et organisations pour l'environnement et les droits humains (cf. Revue 5/2020), compte aux yeux de la population.

Après le scrutin, la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter (PLR) s'est donc voulue conciliante. Pendant la campagne, qui a été virulente, elle

s'était engagée contre l'initiative aux côtés des cercles économiques. Il est certain que les entreprises suisses doivent respecter l'être humain et l'environnement à l'étranger aussi, a-t-elle souligné. «Nous avons tous le même but, mais nous choisissons un autre chemin pour l'atteindre.»

Devoir de diligence sur le travail des enfants

Après le rejet de l'initiative, un contre-projet adopté par le Parlement l'été dernier entrera automatiquement en vigueur. Aucune disposition légale en matière de responsabilité n'est prévue, mais les multinationales devront désormais produire un rapport annuel montrant comment elles respectent les droits humains, protègent l'environnement et luttent contre la corruption. Un devoir de diligence spécifique s'appliquera sur les minéraux provenant de zones de

conflit et le travail des enfants. Les entreprises qui ne produisent pas de rapport ou fournissent de fausses informations risquent jusqu'à 100 000 francs d'amende. «Les initiants ne repartent donc pas les mains vides», a noté la conseillère fédérale.

Pour les initiants déçus, ces mesures sont insuffisantes. «L'engagement volontaire, sans contrôle effectif ni responsabilité, n'est pas suffisant pour que les entreprises respectent les normes environnementales et les droits humains», regrette Monika Roth, professeure de droit et coprésidente du comité d'initiative. Selon elle, l'alliance continuera de se battre pour exiger plus de responsabilité de la part des entreprises. L'économie suisse doit donc s'attendre à ce que ses activités à l'étranger soient scrutées d'un œil critique par une société civile vigilante.

Non à l'initiative contre le commerce de guerre

Le peuple et les cantons ont rejeté l'initiative «Pour une interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre» avec près de 57% des voix. Les initiants voulaient faire cesser les investissements suisses dans l'industrie de l'armement dans le monde entier. Pour le Conseil fédéral et le Parlement, les interdictions en vigueur sur le financement des armes atomiques, chimiques et à sous-munitions sont suffisantes. Une initiative non partisane contre les exportations d'armes dans les pays en guerre civile ou dans lesquels les droits humains sont systématiquement bafoués est encore en cours. (TP)



Une alternative controversée à la jungle des mots de passe

Utiliser des services en ligne doit devenir plus simple et plus sûr en Suisse. À cette fin, le Conseil fédéral et le Parlement veulent mettre sur pied une identité électronique, l'e-ID. Mais le projet est controversé. Le 7 mars prochain, le peuple suisse dira dans les urnes s'il souhaite réellement que l'e-ID voie le jour.

EVELINE RUTZ

Il contient parfois six chiffres, parfois huit. Tantôt des lettres, tantôt des nombres. Quiconque surfe sur Internet possède d'innombrables mots de passe. À cela s'ajoutent d'autres données de connexion: nom, adresse e-mail ou numéro de client. Il faut montrer patte blanche pour pouvoir commander des produits alimentaires en ligne, acheter des billets de théâtre ou payer des factures. Les procédés d'identification et d'authentification répondent à diverses modalités.

Pour éviter un «développement anarchique» et fixer des règles claires, le Parlement a adopté une nouvelle loi en 2019. La loi fédérale sur les services d'identification électronique (LSIE),

qui sera soumise au vote du peuple le 7 mars 2021, crée le socle de l'e-ID. «Il s'agit d'un login qualifié», a souligné la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter au Parlement. Les personnes qui utilisent des services en ligne doivent pouvoir être sûres qu'un cadre juridique protège leurs intérêts. Il ne s'agit toutefois pas, a précisé la ministre, d'un passeport numérique.

Un pas en direction de l'e-voting

L'e-ID doit rendre les transactions en ligne et le recours aux services cyberadministratifs plus faciles et plus sûrs. Elle doit prévenir les méprises et protéger des attaques de hackers. Trois niveaux de protection sont pré-

NIP d'identification reçu par courrier, à gratter et introduire manuellement: les solutions d'e-voting testées jusqu'ici en Suisse n'ont jamais été intégralement numériques. Mais cela serait possible avec une identité électronique vérifiée par l'État.
Photo Keystone

vus. Le plus élevé, dans lequel une photo du visage serait enregistrée, serait utilisé lorsque des données particulièrement sensibles sont en jeu. Par exemple pour l'échange d'informations concernant la santé, l'e-facture fiscale ou les votations et élections sur Internet. Ces dernières pourraient, grâce à l'e-ID, se dérouler entièrement en ligne. Cela signifie que tous les documents et données d'accès seraient disponibles en ligne. Les autorités pourraient renoncer à envoyer un NIP par courrier, comme il faut le faire dans le système d'e-voting actuellement suspendu. Les fournisseurs et la population auraient le choix, dans tous les cas, d'utiliser l'identité vérifiée par l'État ou d'y renoncer.

Pour la mise en œuvre, il est prévu que le secteur public et l'économie privée collaborent. La Confédération vérifierait l'existence d'une personne et enregistrerait ses données d'identité. Les entreprises privées, mais aussi les administrations cantonales et communales, délivreraient l'e-ID. Ces fournisseurs d'identité seraient responsables des cartes, des clés USB ou des applications e-ID. Un comité d'experts indépendant, la Commission fédérale des e-ID (EIDCOM), leur fournirait une autorisation et les surveillerait.

Le marché doit faire émerger les meilleures solutions

Par cette répartition des tâches, le Conseil fédéral et une majorité du Parlement veulent garantir l'émer-



gence d'e-services pratiques et conviviaux. Leur argument: les fournisseurs privés sont plus proches de leur clientèle et peuvent réagir de manière plus flexible aux évolutions technologiques. «Les expériences faites dans d'autres pays ont montré que les solutions purement étatiques ne sont pas optimales et ont peu de succès parce qu'elles ne sont pas utilisées par le secteur privé», note Karin Keller-Sutter.

Cette coopération public/privé est toutefois controversée. C'est à cause d'elle que la Société Numérique, l'organisation de campagne Campax, la plate-forme pour la démocratie WeCollect et l'association PublicBeta ont lancé un référendum et imposé ainsi une votation populaire. À leur avis, l'État s'éloigne de sa mission centrale et «cède aux intérêts de l'économie privée». Les grandes banques, les assurances et les entreprises proches de l'État remplaceraient les services de délivrance des passeports. L'alliance référendaire trouve qu'il est dangereux de confier des données sensibles à des acteurs privés qui défendent avant tout des intérêts commerciaux et ne sont pas dignes de confiance. La Confédération, d'après les opposants, ne disposerait plus que d'une faible fonction de contrôle. Ils doutent en outre que les citoyens aient vraiment le choix et craignent que les services en ligne puissent faire pression sur eux pour qu'ils utilisent l'e-ID. Le PS et les Verts ont déjà présenté ce point de vue au Parlement. Le Parti Pirate, le Syndicat des services publics, des organisations de seniors et d'autres réseaux le partagent.

Le protecteur des données soutient le projet

Les partisans du projet opposent à ces préoccupations sécuritaires le fait que l'État ne se dessaisit pas du contrôle



Adrian Lobsiger, expert en protection des données: l'e-ID prévue est conforme à la protection des données.



Karin Keller Sutter, ministre de la justice: les solutions purement étatiques ne sont pas optimales.



Anita Fetz, opposante au projet: un monopole privé n'est pas la forme de concurrence du futur.

des données. Selon eux, la LSIE va au-delà des dispositions actuelles. Ainsi, les données personnelles ne pourront pas être utilisées à d'autres fins, ni transmises sans autorisation. Il serait interdit de les vendre.

Adrian Lobsiger, le Préposé fédéral à la protection des données, souligne que la protection des données est assurée. Selon lui, le projet simplifie les choses, car chaque banque, entreprise et administration ne devra plus développer elle-même son propre login sécurisé. «Nous allons vers une standardisation légale de la sécurité technique et de la protection des données.» Dans la solution prévue, dit-il, l'avantage est que des acteurs privés financeraient et gèreraient un système d'e-ID dont les règles seraient fixées par l'État. Si le peuple disait non, la Suisse pourrait un jour se voir forcée de reconnaître exclusivement des e-ID privées. Et pourquoi pas celles de fournisseurs étrangers comme Apple ou Google, bien que ceux-ci ne garantissent pas la même protection des données. Adrian Lobsiger indique que plusieurs autorités cantonales collaborent déjà avec l'entreprise SwissSign et fournissent des services en ligne au moyen du SwissID qu'elle développe.

Un monopole se dessine

Le groupe SwissSign englobe la Poste, les CFF, Swisscom, Six, de grandes banques et des assurances. Il a tout intérêt à délivrer une e-ID, critiquent les sceptiques comme Anita Fetz (SP/BS). Un monopole privé n'est pas forcément la forme de concurrence du futur, a fait remarquer la conseillère d'État chevronnée pendant les débats parlementaires. Une objection «non concluante» aux yeux de Karin Keller-Sutter: «Que pourrait l'État en tant qu'instance de délivrance?» Le but, pour la ministre de la justice, est

Ce que l'e-ID coûtera à l'État

Pour mettre sur pied l'e-ID, la Confédération devrait déboursier 7,9 millions de francs. Cette somme couvrirait le développement du système et la création du service d'identité et de l'organisme de reconnaissance. D'après le DFJP, l'exploitation annuelle coûterait environ 3,5 millions de francs par an, un montant couvert par des émoluments administratifs, et qui n'engendrerait donc aucun coût pour la Confédération. (ERU)

précisément que plusieurs fournisseurs se concurrencent sur le marché et développent différentes applications.

Avec l'e-ID, on crée un socle important pour la transformation numérique, soulignent ceux qui défendent le projet. La Suisse, d'après eux, ne doit pas rater cette opportunité de progrès numérique ni manquer de réduire son retard par rapport à l'étranger. En fait, la Suisse est moins avancée en matière de cyberadministration que des pays comparables. Elle risque de décrocher, préviennent les experts. Il s'agit là de la dernière occasion de garder le contrôle des données d'identification des citoyens suisses en Suisse, a martelé Ruedi Noser (PLR/ZH) à la Chambre des cantons. Le report du projet laisserait le champ libre à Apple, Google, Facebook et Amazon.

Le «Parlement de la Cinquième Suisse», le Conseil des Suisses de l'étranger (CSE), s'est exprimé en faveur du projet de vote le 10 juillet 2020. Avec 37 voix pour, 26 voix contre et 18 abstentions, la décision n'a cependant pas été unanime.

EVELINE RUTZ EST JOURNALISTE INDÉPENDANTE À WINTERTHOUR. ELLE S'INTÉRESSE PRINCIPALEMENT À DES SUJETS POLITIQUES, SOCIÉTAUX ET SCIENTIFIQUES.

Mourir pour sauver la forêt, ou l'aventure du héros suisse Bruno Manser

«Bruno Manser – La Voix de la forêt tropicale», raconte l'amour fou du Suisse Bruno Manser pour les forêts primaires de Bornéo et ses habitants, les Penan. Tourné dans des conditions épiques, le film suisse a des chances d'être primé aux Golden Globes.

STÉPHANE HERZOG

Valentin Greutert, producteur du film «Bruno Manser – La Voix de la forêt tropicale», a un œil qui pleure et un autre qui rit. Sorti en Suisse fin 2019, son film a été présélectionné par l'association hollywoodienne de la presse étrangère en vue des Golden Globes. Le grand public sera fixé lors de cette cérémonie, prévue le 28 février 2021. Un prix offrirait à ce biopic une rampe de lancement mondiale. Côté larmes, le producteur bâlois a vu début novembre la diffusion de son film bloquée en Allemagne et en Autriche en raison du

confinement. Dans ce premier pays, ce récit de 2h20 a enregistré 3000 entrées en 4 jours avant que les salles ne ferment. En Suisse, «La Voix de la forêt tropicale» a été vu par plus de 200 000 personnes en salle et sur écran privé. Le budget s'est élevé à 6 millions de francs, ce qui place cette coproduction nationale parmi les films les plus onéreux produits en Suisse.

Intitulé en anglais «Paradise War», le film raconte la vie extraordinaire de l'aventurier et défenseur de l'environnement Bruno Manser, né en 1954 à Bâle. Il couvre une période qui va

de son arrivée dans l'État malais du Sarawak en 1984 («Tu mourras là-dedans», lui lance le piroguier qui le laisse au milieu de la forêt) à sa disparition en 2000. À ce moment-là, les efforts de cet objecteur de conscience, aussi berger et alpiniste, pour stopper ou freiner la destruction des forêts malaises se sont révélés vains. Le tournage a représenté une aventure. Une équipe de 150 personnes a vécu en pleine jungle trois mois durant. «Nous dormions par terre, sur des matelas. Le fait de devoir tourner dans une langue étrangère a aussi représenté une difficulté particulière»,

Sven Schelker, ici au centre de l'image, incarne l'activiste écologiste Bruno Manser au cinéma. Nick Kelesau, Elizabeth Ballang, Matthew Crowley et David Ka Shing Tse sont les autres principaux acteurs du film.

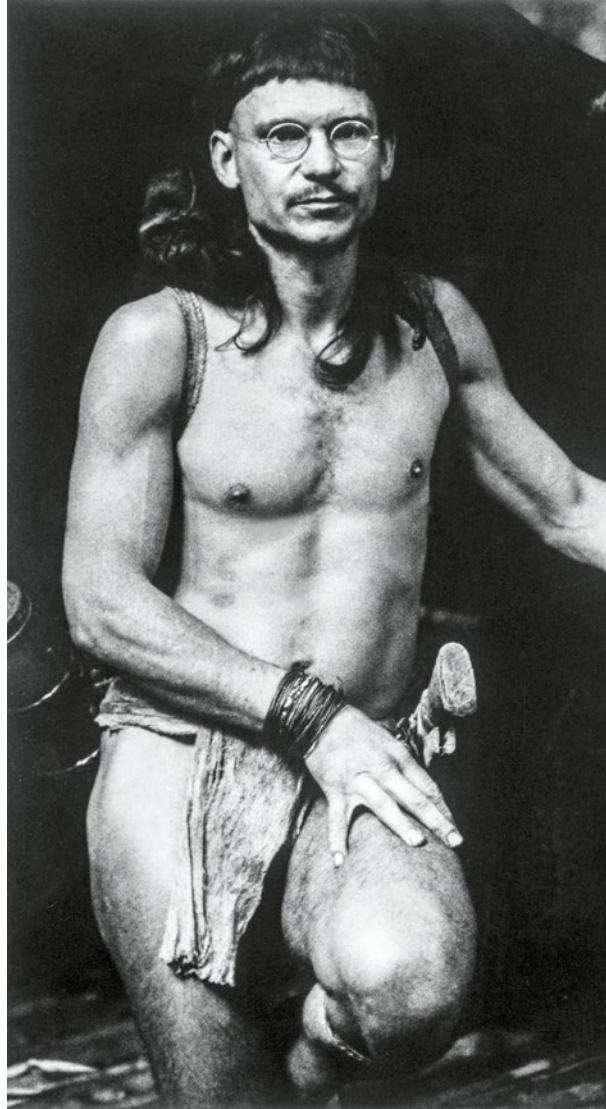


raconte Valentin Greutert. En 1992, le Bâlois avait reçu dans son école la visite de Bruno Manser, venu parler des forêts tropicales!

Des acteurs qui jouent leur propre rôle

Sur place, des habitants ont raconté la vie de Bruno Manser et leur combat pour empêcher la destruction de leur habitat naturel. La majorité des acteurs est issue d'une tribu de Bornéo située en Indonésie, les Dayaks. Car le tournage en Malaisie a été interdit par les autorités de l'État de Sarawak. Pour coller au récit, le réalisateur zurichois Niklaus Hilber a convaincu 8 membres de la tribu malaise des Penan – celle avec laquelle Bruno Manser a vécu – de participer au film. Ce choix a impliqué de transiter en avion par Jakarta, alors que la tribu indonésienne des Dayak vit à 200 kilomètres de celle des Penan. Parmi les acteurs de cette tribu, on trouve Nick Kelesau, qui joue le rôle d'Along Sega. Ce chef de tribu Penan avait adopté Bruno Manser, qu'il a décrit comme «un enfant dans un corps d'homme». Nick Kelesau a connu Manser lorsqu'il était enfant. L'acteur Sven Schelker, qui joue Bruno Manser en langue Penan, a touché le cœur de la sœur de l'aventurier. «À certains moments, j'ai vraiment eu Bruno devant moi, même si Sven est plus grand et élané», raconte sa sœur, Monika Niederberger. Elle se souvient de son excitation, quand Bruno l'emmenait en balade dans les forêts de Bâle, soulevant des pierres pour trouver des insectes ou une salamandre.

«Ce film, c'est l'œuvre de ma vie, commente Valentin Greutert. Il raconte l'histoire de l'humanité. On découvre comment les nomades Penan ont vécu des milliers d'années et comment le capitalisme, qui a faim de ressources, a avalé leur forêt. C'est aussi l'héritage d'un homme, puisque l'engagement de Bruno Manser a per-



mis d'inscrire la déforestation sur l'agenda politique mondial.» La force du film s'appuie sur l'identification des acteurs à leur propre histoire. Ainsi, des scènes où les Penan élèvent des barricades ont fait revivre aux acteurs des événements qu'ils ont effectivement connus dans leur vie.

Dans la jungle de Bornéo, un homme de l'équipe avait bien connu Manser. Il s'agit de Kaspar Müller, un économiste, ancien président d'Ethos, la fondation suisse pour un développement durable. Ce Bâlois est devenu l'ami proche de Manser à la fin des années 1990. Depuis la disparition du Suisse, en 2000, cet homme représente les droits de l'aventurier et de sa famille. «À Bornéo, j'ai découvert pourquoi Bruno a été si heureux ici, avec les Penan, du moins jusqu'à

L'activiste écologiste Bruno Manser à l'époque où il vivait à Bornéo avec les Penan.

Photo d'archive Keystone, 1990

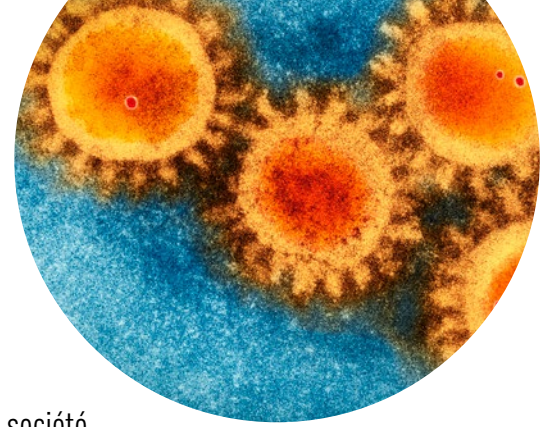
ce que l'exploitation forestière illégale commence», dit-il. L'économiste, qui préside la commission pour le développement durable de la Banque cantonale de Bâle et de la Banque Cler, trouve que le film «montre bien les connexions systémiques qui existent entre notre système économique et celui des tribus des forêts primaires et la façon dont l'esprit de profit développe de nouvelles méthodes pour accéder aux ressources naturelles.» Dans cette configuration, les «ennemis de la forêt sont partout et ils ne le savent même pas», note dans le film le directeur du Bruno Manser Fonds (BMF), Roger Graf.

Le film offre une vision romancée d'une vie elle-même romanesque. C'est le cas avec l'histoire d'amour que vit Manser avec une Penan. La rencontre à New York de Manser avec le secrétaire général des Nations-Unies, Boutros Boutros-Ghali n'a jamais eu lieu. Idem au sujet de sa tentative d'obtenir de l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) un label qui protégerait les forêts de Bornéo. «Bruno Manser a interpellé l'OIBT, mais il n'a pas cru aux labels», explique Lukas Straumann, le directeur du BMF, qui a sollicité des donateurs pour aider au bouclage de la production. «Le film permet à des jeunes de découvrir Bruno Manser, qui est un héros moderne», dit-il.

Quant aux forêts de Sarawak, 90 % sont parties en fumée entre les années 1970 et nos jours. Le bois coupé représente une valeur de plus de 50 milliards de dollars, selon le BMF. Tout est-il perdu? Non. Des forêts secondaires ont repoussé. Par ailleurs, les tribus de Bornéo défendent désormais leur espace de vie en s'appuyant sur des cartes géographiques créées notamment avec l'appui du BMF.

Comment la Suisse s'est laissée déborder par la pandémie

Lors de la deuxième vague du coronavirus, la Confédération et les cantons ont longtemps opté pour une voie modérée afin de ne pas trop entraver l'économie et la société. Cela n'a pas suffi à reprendre le contrôle de la situation. Un nombre exceptionnellement élevé de personnes âgées sont décédées..



SUSANNE WENGER

En février, quand ce numéro de la «Revue Suisse» paraîtra, la vaccination contre le coronavirus aura débuté en Suisse. Un pas décisif aura donc été fait pour enrayer la pandémie. Mais avant les fêtes, à l'heure nous rédigeons ces lignes, la situation est très tendue. Si la Suisse a surmonté la première vague sans trop de dégâts, elle est, de manière inattendue, devenue un foyer de contamination majeur en Europe pendant la deuxième. Les institutions se sont montrées plus divisées que jamais. Et l'image du pays, où tout semble toujours bien fonctionner, est écornée. Que s'est-il passé? Tentative d'éclairage, avant que les événements ne prennent une nouvelle tournure.

Au début de l'été 2020, le Conseil fédéral met fin au droit d'urgence qui lui permet de prendre des décisions presque seul. La gestion de la crise n'est donc plus entre ses mains, mais à nouveau entre celles des cantons. Dans une Suisse à la structure fédéraliste, ce sont eux qui gèrent la santé publique et, devant le net recul du nombre d'infections, ils exigent de retrouver leurs prérogatives. Dès lors, le Conseil fédéral reste en retrait, parfois de façon ostentatoire, même quand, en octobre, la deuxième vague commence à déferler sur le pays. Au début, toutes les régions ne sont pas touchées de la même manière, et l'on pense majoritairement que les mesures ciblées et locales sont les plus judicieuses.

«Sa propre voie»

Cependant, le nombre de cas augmente fortement pour atteindre, début novembre, un pic de près de 10 000 nouvelles infections par jour. Fin octobre, le Conseil fédéral ré-intervient pour la première fois de manière plus musclée et fixe des règles valables pour tout le pays, dont l'extension du port obligatoire du masque et l'interdiction des grands rassemblements. Chose frappante toutefois: il renonce à un confinement partiel tel que l'ont déjà adopté sur leur territoire plusieurs cantons romands particulièrement impactés. Les restaurants et les magasins peuvent rester ouverts moyennant certaines restrictions. La Suisse, bien que présentant un nombre de cas plus élevé par rapport à sa population, se distingue ainsi de ses pays voisins.

Le ministre de la santé, Alain Berset, déclare que le pays suit «sa propre voie». Que le Conseil fédéral entend protéger la santé de la population, «mais sans dommages inutiles pour la société et l'économie». Les associations faitières Gastrosuisse et Economiesuisse se disent soulagées. L'objectif des autorités est de réduire de moitié le nombre de cas toutes les deux semaines jusqu'à Noël. Elles y parviennent provisoirement, et la courbe des infections fléchit en novembre.

Des hôpitaux surchargés

La Suisse ne réussit cependant pas à sortir de la zone de danger, notamment parce que les cantons alémaniques mettent peu de choses en œuvre contre la pandémie, au grand dam du Conseil fédéral. Une profusion déconcertante de mesures divergentes règne dans le pays. Visiblement, les appels à l'autodiscipline ont fait long feu au sein de la population. Début décembre, le nombre de cas reste élevé, et recommence à grimper dans presque tous les cantons. Les hôpitaux et les EMS croulent sous les infections, et les lits en soins intensifs commencent à manquer. La deuxième vague fait des dégâts: un nombre exceptionnellement élevé de personnes âgées succombent au Covid-19.

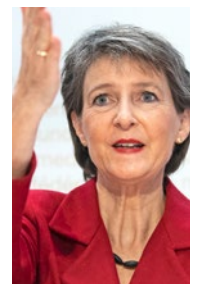
Le taux des décès dus au coronavirus est élevé en comparaison internationale, malgré l'excellence du système de santé suisse. Interrogé à ce sujet à la mi-novembre à la radio, le ministre des finances, Ueli Maurer, souligne que la plupart des décès concernent des personnes de plus de 80 ans.



Ueli Maurer, ministre des finances: «Nous avons pesé les intérêts».



Alain Berset, ministre de la santé: «La Suisse suit sa propre voie».



Simonetta Sommaruga, présidente de la Confédération.

Photos Keystone

D'après lui, le gouvernement a effectué une «pesée des intérêts». Pour protester contre ce qu'ils voient comme de l'indifférence de la part de la politique et du public, des citoyens engagés allument des bougies sur la Place fédérale à Berne. Jusqu'à Noël, plus de 6000 personnes ont succombé au virus depuis le début de la pandémie.

Les scientifiques prêchent dans le désert

Plus la situation s'aggrave, plus les débats s'enflamment. Les épidémiologistes ne sont pas les seuls à appeler désormais les autorités à agir avec plus de vigueur contre l'épidémie:

Les limites de la responsabilité individuelle dans le contexte d'une pandémie hypercontagieuse, la lenteur du système gouvernemental suisse, le fédéralisme non coordonné, les ratés et retards dans l'élaboration d'une stratégie contre la deuxième vague, la prééminence des intérêts de quelques lobbies, la crainte de l'impact financier d'un confinement: tels sont – entre autres – les facteurs tenus pour responsables, en Suisse même, de la débâcle. À l'étranger aussi, on s'étonne de la souplesse de l'approche suisse face à la pandémie. «Le pays le moins endetté au monde fait passer l'économie avant la vie des gens», titre la célèbre revue américaine «Foreign Policy». Et le magazine allemand «Der



L'augmentation massive du nombre de décès en Suisse vue par le dessinateur Felix Schaad.

Felix Schaad, première publication le 21.11.2020. tagesanzeiger.ch

les économistes aussi le font, arguant qu'une population malade n'est d'aucune utilité à l'économie. Les partis politiques, qui avaient fait bloc derrière le Conseil fédéral au printemps, quittent leur réserve pendant la session d'hiver au Palais fédéral. Le PS et les Verts exigent des mesures plus strictes et des aides plus généreuses pour l'industrie face aux conséquences économiques. Le PLR et l'UDC, en revanche, s'opposent vigoureusement à des restrictions nationales. Avec succès: les domaines skiables suisses peuvent ouvrir leurs portes, tandis que l'Europe souhaite encore une réglementation commune.

De plus en plus de médias remettent en cause la voie suisse. «Mesures minimalistes contre le Covid-19: les stations de ski reçoivent leur cadeau de Noël. Quelles valeurs sont encore non négociables en Suisse?», se demande le magazine en ligne «Republik». «L'attente tue», estime la «NZZ», qui avait pourtant salué l'approche libérale et régionalement différenciée de la pandémie. Avec le recul, écrit-elle, on constate que la Confédération et les cantons ont commis une erreur en tardant à prendre des mesures fortes face à la hausse des cas.

Spiegel» note que la Suisse se croit invulnérable, une attitude qui s'explique, selon lui, par l'histoire du pays.

La pression sur le Conseil fédéral s'accroît. Avant les fêtes, les grands hôpitaux tirent la sonnette d'alarme. Leur personnel est épuisé. Là-dessus, le gouvernement fédéral prend les choses en main et durcit les règles dans tout le pays. Restaurants, musées, installations sportives et de loisirs doivent fermer. Il faut que les contaminations reculent, et la présidente de la Confédération, Simonetta Sommaruga, exhorte tout le pays à faire un effort. Mais les injonctions ne sont pas exemptes de contradictions, et restent plus souples que dans le reste de l'Europe. Les magasins demeurent ouverts, comme les pistes de ski dans les cantons touristiques. Pendant ce temps, le Forum économique mondial, qui se tient d'ordinaire à Davos, jette un froid en annonçant qu'il déplace son édition 2021 à Singapour. La situation épidémiologique en Suisse est devenue trop critique pour l'élite économique.

Informations actuelles: www.sciencetaskforce.ch

La barbe dans tous ses états

50

Des chiffres précis garantissent l'ordre et la sécurité! Depuis le 1^{er} novembre 2020, les policiers qui gardent le Palais fédéral peuvent porter une barbe de 50 millimètres de long, pas plus! D'après le Service fédéral de sécurité, une barbe plus longue représente «un point faible d'un point de vue technique». Les policiers à la pilosité trop fournie ont rapidement été mutés.

380

Aux «Rencontres internationales de la barbe alpine», on apprend en revanche que la longueur n'est pas le seul critère important pour une barbe. Pius Sidler, champion en titre dans la catégorie «barbe entière naturelle», porte surtout sa barbe de 380 millimètres de long avec dignité et authenticité. Vous souhaitez le défier? Les prochaines rencontres de la barbe alpine auront lieu le 3 octobre 2021 à Seewis (GR).

1750

Une barbe bouclée en véritable poil de buffle fabriquée à la main – article apprécié surtout par les Saint-Nicolas – peut coûter jusqu'à 1750 francs. Les nombreuses sociétés suisses de Saint-Nicolas, qui rendent visite chaque année à des dizaines de milliers de familles, connaissent cependant des temps difficiles: leurs services ont été moins demandés en raison de la pandémie. Les Saint-Nicolas ont pu soigner leur barbe à loisir.

46

Les infirmières et infirmiers, en revanche, ont eu – et ont toujours – fort à faire. Et malgré les applaudissements, aucun autre métier ne connaît actuellement autant de défections. Près de 46 % des diplômés changent de voie, souvent dans leurs jeunes années encore. Principal motif: ils se sentent en permanence débordés à cause du manque de personnel. Et chaque départ aggrave ce manque.

1 000 000

Pendant les temps troublés, on aime se tourner vers les valeurs sûres, comme l'éplucheur Rex, inventé en Suisse en 1947. Son design incarne la simplicité et la parcimonie et son succès ne se dément pas: depuis 1969, l'entreprise Zena Swiss produit et écoule chaque année un million de ces outils de cuisine brevetés. Vous doutez de son utilité? Demandez à Betty Bossi (voir p. 14)!

ZUSAMMENSTELLUNG: MUL

Le lectorat attribue de bonnes notes à la «Revue» et émet des souhaits clairs

Une très grande part de nos lecteurs attribuent de bonnes, voire de très bonnes notes à la «Revue Suisse». L'analyse de notre sondage montre qu'en même temps, bon nombre d'entre eux ont des idées claires sur la manière dont le magazine pourrait être amélioré.

MARC LETTAU

Quels sont les traits caractéristiques de la «Revue Suisse»? Elle est fiable et informative. Elle renseigne ses lecteurs sur des sujets pertinents de manière politiquement équilibrée et dans une langue compréhensible. Tel est le jugement dominant des lecteurs qui ont répondu à notre sondage durant l'été 2020. Cette enquête a été menée par le centre de recherche indépendant sur les médias FÖG (Forschungszentrum Öffentlichkeit und Gesellschaft) de l'université de Zurich. D'après Jörg Schneider, chercheur en sciences sociales et responsable du sondage, les lecteurs relèvent une qualité particulière: «Presque tous attribuent à la «Revue Suisse» une grande crédibilité.»

Notre lectorat, qui est très diversifié, polyglotte et réparti dans le monde entier, porte un jugement globalement positif sur la «Revue»: 42 % des lecteurs lui ont attribué la meilleure note («très bonne»), 38 % la trouvent «bonne», 17 % se déclarent majoritairement satisfaits, et moins de 3 % portent un jugement global négatif ou très négatif sur la publication.

Voilà pour le tableau d'ensemble. Les appréciations varient selon le sexe, l'âge et le pays de résidence, mais de manière souvent infime. Ainsi, les moins de 25 ans et les plus de 65 ans portent un jugement légèrement plus positif que les tranches d'âges situées entre les deux. Et, de manière générale, les femmes attribuent à la «Revue» des notes un peu plus élevées que les hommes. La distance géographique par rapport à la Suisse influence aussi l'appréciation globale: les personnes vivant en Amérique du Sud ou en Australie portent un regard encore plus positif sur la «Revue» que celles résidant au sein de l'UE, qui est le premier bassin de distribution du magazine.

La «Revue» n'est pas exempte de faiblesses aux yeux des lecteurs. Près d'un dixième d'entre eux trouvent que la conception et les illustrations de la «Revue» ne sont pas attrayantes dans toutes les rubriques. Les lecteurs en ligne émettent plus fréquemment cette critique que ceux de l'édition papier. 12 % des lecteurs sont en outre d'avis que la «Revue» n'est pas neutre politiquement parlant. La moitié d'entre eux reprochent à la rédaction de la «Revue» d'être trop

proche des autorités, et donc trop peu critique et courageuse. L'autre moitié lui reproche exactement le contraire, à savoir d'être trop critique vis-à-vis de la Suisse et trop «socialiste», pour ainsi dire. D'après Jörg Schneider, la faible proportion de ces voix critiques et leur position montre plutôt «que le champ controversé de l'information politique est traité avec compétence et de manière satisfaisante par la «Revue Suisse».

Les souhaits de notre lectorat

Le sondage des lecteurs de 2020 reflète aussi leurs attentes. Le sujet qui se trouve tout en haut de leur liste de vœux est, du point de vue du contenu, celui qui touche à la nature et à l'environnement: la majorité de nos lecteurs aimeraient qu'il soit plus présent dans la «Revue». Les jeunes lectrices et les lecteurs seniors ont été les plus clairs à exprimer ce souhait. Cependant, les tranches d'âge intermédiaires considèrent également que la nature et l'environnement sont les sujets prioritaires, suivis de loin par les questions sociopolitiques. Comme type d'articles, les lecteurs aimeraient lire plus souvent des reportages. Ils sont également demandeurs d'informations à valeur ajoutée: plus d'un tiers du lectorat souhaiterait recevoir davantage de conseils concrets et compréhensibles, tant de la part de l'Organisation des Suisses de l'étranger que des autorités fédérales.

Les différences entre le web et le papier

Les personnes qui lisent la «Revue» sur papier et celles qui la consultent en ligne ont dans l'ensemble des appréciations très similaires sur les prestations du magazine. Et elles expriment aussi des attentes très semblables. Pourtant, les deux catégories diffèrent aussi fortement: chez les lecteurs sur papier, la part de ceux qui se disent des «utilisateurs intensifs» est importante. Il s'agit là de personnes qui lisent un très grand nombre d'articles – voire la totalité des articles – de la «Revue» et qui en discutent fréquemment dans leur cercle privé et pro-

fessionnel. La durée et l'ampleur d'utilisation sont bien plus faibles chez les lecteurs en ligne.

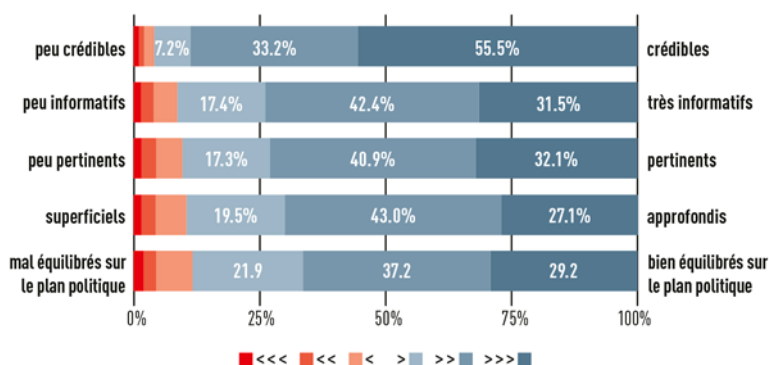
La valeur émotionnelle de la «Revue»

Les résultats du sondage reflètent également la «valeur émotionnelle» de la «Revue», c'est-à-dire son utilité au-delà de sa teneur informative. Ainsi 70 % des lecteurs déclarent que la «Revue Suisse» renforce leurs liens avec la Suisse. Le responsable du sondage indique que «cela représente la performance émotionnelle la plus importante». Deux tiers des lecteurs disent en outre que le magazine les aide à «comprendre la Suisse d'aujourd'hui».

La «Revue» est pour beaucoup la seule source d'information

La «Revue Suisse» est un média parmi d'autres. Néanmoins, 44 % des lecteurs indiquent qu'elle constitue pour eux une source d'information suffisante sur la Suisse. Pour 28 % d'entre eux, elle est la seule source d'information sur ce qu'il se passe en Suisse. Les personnes qui ne se contentent pas de la «Revue» pour s'informer sur la Suisse consultent principalement les offres en ligne de journaux et de revues suisses (41 %), lisent des médias internationaux (39 %), consultent Swisinfo (19 %) et les sites web des offices fédéraux suisses (11 %).

Nous répondons aux questions fréquentes posées sur la «Revue» sur notre site web: revue.link/faq. Pour tout renseignement complémentaire: revue@swisscommunity.org



Le sondage en chiffres

17 000 lecteurs ont participé au sondage de l'Organisation des Suisses des étrangers sur la «Revue Suisse». Près de 14 000 d'entre eux ont rempli intégralement le questionnaire. Et 5500 ont répondu par écrit à la question ouverte «Qu'est-ce qui vous manque dans la Revue Suisse?». Nous nous sommes appuyés sur ces réponses et sur les questionnaires entièrement remplis pour déterminer l'opinion de nos lecteurs et tirer des conclusions sur leurs souhaits pour l'avenir. (MUL)

Nouveau site Internet pour l'OSE, le Service des jeunes et la «Revue Suisse»

Depuis le début de l'année, l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE), aussi appelée «SwissCommunity» depuis le 1er janvier, présente toutes ses offres sur un nouveau site Internet : www.swisscommunity.org. Vous y retrouverez tant les services de l'OSE que les contenus de la «Revue Suisse» et les informations du Service des jeunes. Les lecteurs de la «Revue Suisse» pourront aussi y accéder directement via le site www.revue.ch.

Ce nouveau site web contient non seulement des contenus et conseils inédits, mais il constitue aussi le «foyer» d'une nouvelle communauté des Suisses de l'étranger. Ceux-ci pourront ainsi échanger en ligne, partager leurs expériences, demander des conseils et annoncer des événements.

Cette nouvelle plate-forme était prévue depuis longtemps. Mais la pandémie de coronavirus lui donne un relief particulier, souligne la directrice de l'OSE, Ariane Rustichelli : «La pandémie nous a montré à quel point il est devenu important d'avoir un bon réseau numérique.» L'OSE contribue à la consolidation de ce réseau avec son nouveau site : «D'une part, nous renforçons ainsi la connexion et les liens avec la Suisse. D'autre part, nous créons des possibilités d'interconnexion supplémentaires au sein de la «Cinquième Suisse.» Cette numérisation ne rend pas pour autant les contacts directs superflus. Ariane Rustichelli : «En fin de compte, les gens ont besoin de se rencontrer, c'est incontestable.» Le progrès de la numérisation ne relègue donc pas les associations suisses traditionnelles au second plan. Bien au contraire : «Ces associations doivent plutôt devenir encore plus présentes.» D'après la directrice, le défi pour celles-ci consistera à affiner et à renforcer leur rôle et leurs aspirations au sein d'une communauté numérique très interconnectée.

(MUL)

Camps de vacances pour les enfants de 8 à 14 ans

De fin juin à fin août 2021, les enfants suisses de l'étranger peuvent participer à des camps de vacances de deux semaines avec près de 40 autres enfants venant du monde entier. Ils s'y amuseront et découvriront la Suisse et sa culture. Il y a encore des places libres dans nos camps. Vous trouverez les détails relatifs à la saison d'été 2021 ainsi qu'un lien menant au formulaire d'inscription sur : www.sjas.ch/fr/camps/.

(LR)

Fondation pour les enfants suisses à l'étranger (FESE), Alpenstrasse 26, CH-3006 Berne
Tél : +41 31 356 61 16, fax : +41 31 356 61 01, e-mail : info@sjas.ch, www.sjas.ch

Nouveautés 2021: des offres en ligne s'ajoutent aux traditionnels camps d'été et d'hiver

Cette année, l'Organisation des Suisses de l'étranger «SwissCommunity» organise un camp d'été et un camp d'hiver et propose pour la première fois des offres en ligne pour les jeunes Suisses de l'étranger âgés de 15 à 25 ans.

En raison de la situation sanitaire dans le monde (pandémie du coronavirus), l'Organisation des Suisses de l'étranger a pris la difficile décision de réduire le nombre de camps prévus initialement en 2021. Elle organisera uniquement deux camps, un dans les Alpes vaudoises, l'autre dans les Alpes valaisannes. Le camp d'été aura lieu du 10 au 23 juillet 2021 à Château-d'Oex et le camp d'hiver du 27 décembre 2021 au 5 janvier 2022 à Grächen. Bien entendu, l'Organisation des Suisses de l'étranger suit de très près l'évolution de la pandémie dans le monde. Tout changement impactant l'organisation des camps sera indiqué sur le site internet : www.SwissCommunity.org.



En 2019, encore sans masque et sans distanciation imposée, on se régalait d'une fondue au camp de sport et loisirs de Sainte-Croix.

En raison des incertitudes qui planent sur l'organisation des camps, l'Organisation des Suisses de l'étranger a eu à cœur d'offrir des alternatives aux jeunes Suisses qui vivent à l'étranger. Pour la première fois, elle propose des offres en ligne qui allient à la fois apprentissage, divertissement et rencontres. Toutes les offres se trouvent sur www.SwissCommunity.org.

Organisation des Suisses de l'étranger, Service des jeunes, Alpenstrasse 26, 3006 Berne, Suisse, Téléphone +41 31 356 61 24, E-Mail : youth@swisscommunity.org, www.swisscommunity.org

Organisation des Suisses de l'étranger
Alpenstrasse 26
CH-3006 Berne
Tél. +41 31 356 61 00
Fax +41 31 356 61 01
info@swisscommunity.org

www.revue.ch
www.swisscommunity.org




Nos partenaires:

educationsuisse
Tél. +41 31 356 61 04
Fax +41 31 356 61 01
info@educationsuisse.ch
www.educationsuisse.ch



Fondation pour les enfants suisses à l'étranger
Tél. +41 31 356 61 16
Fax +41 31 356 61 01
info@sjas.ch
www.sjas.ch



Stiftung für junge Auslandschweizer
Fondazione per i giovani svizzeri all'estero
Fundazioni per i giovani svizzeri a l'ester

«Une part de femmes de 40 % constituerait une bonne première étape»

L'Organisation des Suisses de l'étranger a aussi pour objectif de promouvoir les femmes. L'élection du Conseil des Suisses de l'étranger est une occasion concrète de le faire. Quels espoirs nourrit la directrice de l'OSE, Ariane Rustichelli, en vue de ces élections?

INTERVIEW: MARC LETTAU



Ariane Rustichelli, directrice de l'OSE: «Les femmes doivent être soutenues à tous les niveaux et dans toutes les instances.»

Au «Parlement de la Cinquième Suisse», le Conseil des Suisses de l'étranger (CSE), 44 femmes et 76 hommes représentent la communauté suisse à l'étranger. Vous dites que cette proportion est insatisfaisante.

Oui, elle l'est, ne serait-ce que parce que les femmes sont majoritaires au sein de la «Cinquième Suisse»: elles représentent 54 % des 770 000 Suisses de l'étranger. Mais il ne s'agit pas que de chiffres: un conseil doit refléter aussi fidèlement que possible la communauté dont il défend les intérêts. Une meilleure représentation des femmes changerait aussi l'agenda politique, la culture du dialogue et la recherche de solutions. Nous constatons cela actuellement en Suisse. La grève des femmes et d'autres initiatives ont fait qu'un plus grand nombre de femmes ont été élues au Parlement fédéral en 2019. Le contenu des débats commence à changer.

Il y a 42 % de femmes au Conseil national, 36 % au CSE. Faut-il que cette proportion augmente aussi à plus de 40 %?

Oui. Une part de femmes de 40 % au CSE constituerait une bonne première étape.

Et quelle serait la deuxième étape?

Le véritable objectif est de 50 % ou plus, car il s'agit de représenter la diversité de la «Cinquième Suisse» aussi bien que possible au CSE. Du reste, la représentation de la diversité n'est pas une fin en soi: la diversité est toujours un enrichissement et permet de prendre de meilleures décisions, plus largement acceptées.

Promouvoir les femmes ne suffira pas pour représenter la diversité de la société.

Effectivement. Nous ne devons pas oublier non plus de mieux impliquer les différentes générations. Concrètement, les jeunes aussi doivent être mieux représentés.

Qu'est-ce que l'OSE peut faire de plus, pour promouvoir les femmes, que de faire appel à l'électorat?

Les appels ne suffisent pas. Les femmes doivent être soutenues à tous les niveaux et dans toutes les instances. Les associations suisses et faitières qui organisent les élections au CSE de manière décentralisée ont un rôle particulier à jouer. Si elles prennent elles aussi la promotion des femmes au sérieux, le nombre de candidates augmentera. Et s'il y a plus de candidates, il y aura plus d'élues.

L'OSE souhaite qu'à l'avenir, tous les Suisses de l'étranger puissent participer aux élections du CSE, qu'ils soient inscrits dans une association suisse ou non. Une telle élection directe serait-elle bénéfique aux femmes?

Plus il y a de femmes qui votent et qui se portent candidates, plus leurs chances augmentent. Du moins théoriquement. Car dans la pratique, on constate qu'un changement de système seul ne suffit pas. Il faut un contexte qui donne du courage aux femmes. Souvent, les femmes se sentent encore moins légitimées à présenter leur candidature pour un mandat. D'anciens stéréotypes jouent peut-être encore ici un rôle.

Une élection autour du monde

De janvier à juin 2021, partout dans le monde seront élus les délégués du Parlement de la «Cinquième Suisse», le Conseil des Suisses de l'étranger. 140 membres sont à élire: 120 délégués des communautés suisses à l'étranger et 20 représentants de l'intérieur. Les élections seront organisées de manière décentralisée, et selon des modalités pouvant différer d'un pays à l'autre. Les associations suisses et les organisations faitières vous renseignent sur les élections qu'elles organisent dans les pages régionales de la «Revue Suisse». (MUL)

Pour 2021, ces réflexions sont encore hypothétiques, car aucune élection directe n'aura lieu.

C'est juste. Pour qu'une élection directe fonctionne bien, il faut que tout le monde puisse voter en ligne. Mais les revers subis par le vote électronique en Suisse nous ont fait reculer: actuellement, il n'existe plus aucune solution étatique. Par conséquent, nous misons actuellement sur un système de vote électronique alternatif. Nous l'avons déjà évalué. Mais sa mise en place prend du temps. Notre démarche illustre cependant à quel point l'introduction d'une élection directe reste importante. Et ce, pour une bonne raison: une élection directe augmente la représentativité et le poids politique du CSE.

Acquérir une expérience professionnelle en Suisse

Educatiosuisse fournit des conseils sur toutes les questions relatives au thème de la «formation en Suisse» et propose également des astuces pour acquérir une première expérience professionnelle en Suisse.

Travailler pendant un an comme assistant-e de langues dans un gymnase ou une école professionnelle suisse?

Les jeunes étudiant-e-s ou diplômé-e-s provenant de pays où l'anglais, l'allemand, le français, l'espagnol ou l'italien est la langue nationale officielle peuvent acquérir de l'expérience dans la profession d'enseignant en Suisse. En tant que «native speakers», ils enrichissent l'enseignement des langues et illustrent les aspects culturels de leur pays de provenance. Les assistant-e-s de langue perçoivent un salaire qui couvre à peu près le coût de la vie en Suisse. La date limite de dépôt des candidatures pour l'année scolaire 2021/22 est fixée à fin mars 2021.

Des informations plus détaillées sur le programme «Assistance de langue» sont disponibles sur ogy.de/movetia ou directement auprès edith.funicello@movetia.ch.

Travailler au pair en Suisse?

Pour les jeunes Suisses et Suissesses de l'étranger, un séjour au pair dans une famille avec enfants peut être une bonne occasion pour mieux connaître leur pays d'origine. Le salaire n'est certes pas très élevé, mais ils sont nourris, logés et disposent de suffisamment de temps libre pour suivre, par exemple, un cours de langue.

Diverses organisations organisent des séjours au pair. Une liste d'adresses peut être obtenue auprès d'educationsuisse.

Aider dans une ferme en Suisse pendant quelques semaines?

L'association Agriviva, www.agriviva.ch, organise des missions de plusieurs semaines pour les jeunes jusqu'à 25 ans provenant du monde entier. Ils soutiennent la famille d'un agriculteur dans son travail quotidien, en échange du gîte, du couvert et d'un peu d'argent de poche. Idéal pour tous ceux qui aiment être actifs, vivre dans la nature, et qui veulent rencontrer une nouvelle famille et connaître la vie dans une ferme suisse. (RG)

Educatiosuisse offre aux jeunes Suissesses et Suisses de l'étranger des conseils spécifiques sur tous les aspects de la thématique de la «formation en Suisse». Les collaboratrices parlent allemand, français, italien, espagnol et anglais et répondront à vos questions par e-mail, téléphone, Skype ou sur place à Berne.

educationsuisse, formation en Suisse
Alpenstrasse 26, 3006 Berne, Suisse
Tél. +41 31 356 61 04
info@educationsuisse.ch; www.educationsuisse.ch



L'assistante de langue Leslie Schmid, Suissesse du Canada, au travail. Photo: droits réservés



Élections et votations

Le Conseil fédéral décide des objets au moins quatre mois à l'avance.

Toutes les informations sur les thèmes soumis à votation (brochure explicative, comités, recommandations du Parlement et du Conseil fédéral, etc.) sont disponibles sur www.admin.ch/votations ou sur l'application «VoteInfo» de la Chancellerie fédérale.

Le 4 novembre 2020, le Conseil fédéral a décidé de soumettre trois objets fédéraux au vote du peuple le 7 mars 2021:

- Initiative populaire du 15 septembre 2017 «Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage»;
- Loi fédérale du 27 septembre 2019 sur les services d'identification électronique (LSIE);
- Arrêté fédéral du 20 décembre 2019 portant approbation de l'Accord de partenariat économique de large portée entre les États de l'AELE et l'Indonésie.

Initiatives populaires

À la clôture de la rédaction, l'initiative populaire suivante a été lancée (délai de récolte des signatures entre parenthèses):

- Initiative populaire fédérale «Versement de 7500 francs à toute personne de nationalité suisse (initiative pour l'hélicoptère monétaire)» (20.04.2022)

La liste des initiatives populaires en suspens est disponible sur www.bk.admin.ch > Droits politiques > Initiatives populaires > Initiatives en suspens

Responsable des pages d'informations officielles du DFAE:
Direction Consulaire
Innovation et Partenariats
Effingerstrasse 27, 3003 Berne, Suisse
www.dfae.admin.ch, mail: kdip@eda.admin.ch

Élection du Conseil des Suisses de l'étranger

Une élection dans laquelle seuls les membres de certaines organisations ont le droit de voter, c'est un peu comme si seuls les membres inscrits dans les partis politiques pouvaient élire le Conseil national. Il devrait pourtant être facile d'enregistrer tous les citoyens suisses vivant à l'étranger. Les représentations diplomatiques possèdent leurs adresses. Si le Conseil des Suisses de l'étranger doit être représentatif, chargeons les ambassades de l'organisation des élections.

SEBASTIAN RENOLD, BRNO, RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

L'élection du Conseil des Suisses de l'étranger n'est qu'une affaire de clubs. Je cite: «Tous les Suisses de l'étranger peuvent voter, à la condition qu'ils soient membres d'une organisation suisse reconnue.» Or, les Suisses de l'étranger qui font partie d'une organisation sont nettement minoritaires parmi tous les Suisses vivant à l'étranger. Les conseillers élus par les membres de ces organisations ne peuvent donc en aucun cas se targuer de représenter «les intérêts de tous les Suisses de l'étranger». Un «Parlement de la Cinquième Suisse» démocratiquement élu n'a rien à voir avec cela.

ARTHUR MEYER, VENNE, AUTRICHE

Quel son émet le sol suisse?



Un sol bruyant est un sol sain! Il y a plus de biodiversité sous la terre qu'en surface. Ces organismes sont responsables des bienfaits environnementaux que nous dispensent les sols. Très bel article de la «Revue Suisse». Et il est important d'attirer l'attention sur les sols, peu valorisés par les gens, et que beaucoup voient juste comme de la simple terre. Félicitations!

CRISTINE MUGGLER, MINAS GERAIS, BRÉSIL

Merci pour ce partage très intéressant! Effectivement on distingue une nette différence entre un terrain bio et un terrain intensément cultivé, ce dernier manquant de vie! Une étude passionnante.

ALAIN BONET, KIBBOUTZ TSEELIM, ISRAËL

Quelle belle recherche! Bravo aux chercheurs et à la «Revue Suisse» pour cet excellent article. En tant qu'agroécologiste et spécialiste des sols, je pense qu'il serait bon de promouvoir cette approche scientifique des sols au Brésil.

GILSON WALMOR DAHMER, MATINHOS, PARANÁ, BRÉSIL

Exceptionnel! La découverte d'une nouvelle merveille naturelle! C'est une expérience unique qui est un véritable enseignement. Merci beaucoup.

MARIANNE SFINAROLAKI-BÜHLER, CRÈTE, GRÈCE

En attente de l'accord-cadre après le rejet de l'initiative de limitation



Un oui franc aux relations avec l'UE ne constitue pas pour autant l'acceptation d'un contrat qui stipule qu'une des deux cocontractantes, à savoir la Cour européenne de justice, tranchera les litiges entre l'UE et la Suisse. C'est comme si un père tranchait le litige de son fils avec un autre garçon. Non, la Suisse ne se vendra certainement pas ainsi. La souveraineté passe avant les diktats luxembourgeois. Il est bon que l'UDC, en particulier, s'oppose à cela. Et je regrette le fiel qu'on sent dans l'article contre ce qui est, après tout, le plus grand parti de Suisse.

JÜRIG SCHWENEDER, PHUKET, THAÏLANDE

Les structures politiques de la démocratie suisse sont le fruit de l'histoire, et portent la trace de la topographie spécifique du pays, c'est-à-dire de la survie dans les montagnes. Les structures et les mesures indispensables pour cette dernière doivent, aujourd'hui aussi, être développées localement et portées par la démocratie de base. C'est pourquoi la Suisse ne peut s'intégrer dans l'UE qu'avec un statut particulier.

DORIS THUT, MUNICH, ALLEMAGNE

Il est intéressant de constater que la plupart des commentaires à ce sujet sont critiques vis-à-vis de l'UE. Cela ne reflète aucunement le positionnement politique des Suisses de l'étranger. Les personnes qui pensent que les problèmes de l'avenir peuvent être résolus de manière nationaliste et politiquement rétrograde sont, à mon avis, politiquement à côté de la plaque.

CHRISTOPH TWERENBOLD, COLOGNE, ALLEMAGNE

IMPRESSUM: La «Revue Suisse», qui est destinée aux Suisses de l'étranger, paraît pour la 46^e année en allemand, français, anglais et espagnol, en 14 éditions régionales, avec un tirage total de 431 000 exemplaires, dont 253 000 électroniques. Les nouvelles régionales paraissent quatre fois par

an. La responsabilité du contenu des annonces et annexes publicitaires incombe aux seuls annonceurs. Ces contenus ne reflètent pas obligatoirement l'opinion de la rédaction ni celle de l'organisation éditrice. DIRECTION ÉDITORIALE: Marc Lettau (MUL), rédacteur en chef; Stéphane Herzog (SH); Theodora Peter (TP);

Susanne Wenger (SWE); Direction Consulaire, Innovation et Partenariats, responsable des «news.admin.ch» ASSISTANTE DE RÉDACTION: Sandra Krebs TRADUCTION: SwissGlobal Language Services AG; DESIGN: Joseph Haas, Zurich; IMPRESSION: Vogt-Schild Druck AG, 4552 Derendingen.

ADRESSE POSTALE: Éditeur/rédaction/publicité: Organisation des Suisses de l'étranger, Alpenstrasse 26, 3006 Berne, tél. +41313566110. IBAN: CH97 0079 0016 1294 4609 8 / KBBECH22 E-mail: revue@aso.ch

Clôture de rédaction de cette édition: 29 novembre 2020

Tous les Suisses de l'étranger enregistrés auprès d'une représentation suisse reçoivent la revue gratuitement. Les personnes n'ayant pas la nationalité suisse peuvent s'abonner (prix pour un abonnement annuel: Suisse, CHF 30.-/étranger, CHF 50.-). La revue sera expédiée aux abonnés directement de Berne. www.revue.ch

CHANGEMENT D'ADRESSE: prière de communiquer votre nouvelle adresse à votre ambassade ou à votre consulat; ne pas écrire à Berne.



Genève sous un autre angle



AMBROISE TIÈCHE,
KATHARINA HOHMANN,
FRITZ VON KLINGGRÄFF:
«111 Lieux à Genève
à ne pas manquer»
Édition emons (D)
240 pages, CHF 20.-

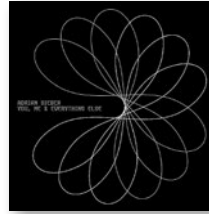
Quel guide peut vous amener à chercher un texte dissimulé sur une statue genevoise? Édité par la maison allemande Emons, l'ouvrage «111 Lieux à Genève à ne pas manquer» est de ceux-là. Il propose un mélange de bons tuyaux pratiques et d'informations culturelles. Le sujet cité plus haut est traité à la nonantième entrée, sous le titre: «Rond-point de Plainpalais. Un véritable centre». Il y est question d'art et d'une statue de femme marchant avec des livres sous le bras. Fait notable, les trois auteurs de ce guide – une Italienne d'adoption, un Allemand et un Genevois de souche – en sont aussi les initiateurs. Ils ont appelé la maison d'édition fin 2018 pour lui proposer de rédiger un «111» sur Genève. L'opération s'est basée sur une foule de recomman-

dations d'amis du cru. Les entrées instruisent le lecteur et l'invitent à des visites. C'est le cas de la fiche 37, qui rappelle que Genève a été un phare dans l'Europe des Lumières. On se rend au 38 rue Étienne-Dumont – anciennement rue des Belles-Filles –, au cœur même de la Vieille Ville. «L'imposante porte semble faire obstacle à votre curiosité, mais n'hésitez pas à la pousser», nous invitent les auteurs. Il y a là une bâtisse qui relie la place du Bourg-de-Four à la promenade Saint-Antoine. C'est là que fut imprimée l'Encyclopédie d'Alembert et de Diderot, tandis que Voltaire y venait régulièrement pour superviser l'impression de son œuvre. Les Genevois eux-mêmes en restent baba.

«111 Lieux à Genève» dresse aussi un panorama des lieux cultes de Genève, plus palpitants peut-être que l'horloge fleurie. Il nous invite aux Bains des Pâquis, établissement béni des Genevois pour sa vue sur la ville et le lac. Il nous emmène au Salève, la plus suisse des montagnes françaises. On découvre que le monastère bouddhiste qui s'est installé non loin du téléphérique est ouvert pour y passer la nuit. Place est aussi offerte à des lieux sans grade. Ainsi en va-t-il pour un passage situé sous un immeuble du quartier de la Servette. Selon les auteurs, le passage Luserna serait «le centre commercial le plus mélancolique du monde.» «Dans la véranda du Ris Sol, on parle grec, portugais, arabe ou serbe, et les familles s'installent aux tables carrees pour s'échanger leurs histoires», lit-on. Plus d'un lecteur ira vérifier sur place. Et Genève dans tout ça? Cité-État isolée, Genève serait à la fois un lieu de nostalgie et d'intégration de tous les exilés du monde.

STÉPHANE HERZOG

Après les Lovebugs



ADRIAN SIEBER:
«You, Me & Everything
Else», Phonag, 2020

Ce n'est pas officiel, mais les Lovebugs, l'un des groupes pop suisses qui a connu le plus de succès ces 25 dernières années, sont sur le point de se séparer, discrètement et sans publicité. Ils ont du moins mis leur projet sur pause, une pause qui risque de se prolonger.

Et que fait le leader du groupe pour combler ce silence peut-être éternel? Il sort un album solo. Il y a douze ans déjà, Adrian Sieber avait commercialisé un premier opus sous son nom. Il remet à présent le couvert au beau milieu du marasme du coronavirus avec un album intitulé «You, Me & Everything Else».

Déjà au sein des Lovebugs, Adrian Sieber avait prouvé qu'il était un grand mélodiste.

Les refrains de «Bitter Moon» ou de «Music Makes My World Go Round» font partie du canon suisse de la musique pop. Dans son nouvel album, le Bâlois mise une fois de plus sur l'écriture à la fois mélancolique et optimiste qu'on lui connaît. Ses chansons séduisent par des refrains qui restent en tête, et par une atmosphère aussi fragile qu'euphorique, aussi profonde que directe.

Les arrangements s'appuient essentiellement sur des synthétiseurs analogiques et des percussions, et non sur des guitares comme du temps des Lovebugs. Le premier morceau déjà, «The Soft Revolution», est dominé par des synthés aériens et anachroniques, des boîtes à rythme modernisées et, évidemment, par une mélodie puissante – une esthétique qui s'étire d'ailleurs dans tout l'album. Chaque son rappelle les années 1980, et comme l'avoue Adrian Sieber avec un clin d'œil, la musique de sa propre jeunesse dans les discos improvisées dans les salles de gym de la vallée du Fricktal.

Pendant des années, il a pu vivre la vie de musicien professionnel dont il rêvait. Aujourd'hui, à 47 ans, Adrian Sieber est enseignant primaire et père de famille. Ses textes évoquent le fait de vieillir, les problèmes de couple, l'alchimie entre deux personnes et la vie au quotidien. Ils sont parfois empreints d'une certaine tristesse, mais le chanteur ne serait pas lui-même s'il n'intégrait pas à chacun de ses morceaux une bonne dose d'espoir et de gaieté.

L'album plaît. À présent, Adrian Sieber attend la fin de la pandémie pour pouvoir présenter son travail sur scène. Et, qui sait, peut-être les Lovebugs se réveilleront-ils aussi de leur sommeil éternel...

MARKO LEHTINEN

Livia Leu



Elle occupe sans doute le poste le plus ardu de la diplomatie suisse. En effet, en tant que nouvelle négociatrice en chef du Conseil fédéral, Livia Leu doit reprendre les négociations sur l'accord-cadre avec l'Union européenne (UE). Une tâche herculéenne, sur laquelle ses prédécesseurs se sont déjà cassé les dents. Mais cette diplomate de pointe de 59 ans a déjà relevé bien des défis au cours de sa longue carrière. En 2008, elle a été nommée ambassadrice à Téhéran par Micheline Calmy-Rey, alors ministre des affaires étrangères. Elle fut ainsi la première femme à diriger une mission étrangère dans la république islamique. Là, l'ambassadrice suisse a aussi défendu les intérêts de l'ennemi de l'Iran, les États-Unis. Elle est ainsi parvenue à faire libérer trois jeunes touristes américains qui, soupçonnés d'espionnage, avaient croupi pendant deux ans dans la tristement célèbre prison d'Evin.

Après avoir passé près de cinq ans en Iran, Livia Leu est rentrée à Berne avec sa famille en 2013 pour piloter les relations économiques bilatérales au sein de l'administration fédérale. En 2018, elle est nommée au prestigieux poste d'ambassadrice à Paris. L'automne dernier, le conseiller fédéral Ignazio Cassis l'a rappelée au Département des affaires étrangères. La mission de la nouvelle négociatrice est de donner un nouvel élan au dossier européen, actuellement bloqué. Lors de sa présentation aux médias, Livia Leu a déclaré très diplomatiquement «se réjouir de ce grand défi». Interrogée par des journalistes sur la marge de manœuvre qu'elle aurait à Bruxelles, l'habile tacticienne n'a rien dévoilé de son jeu. Elle s'est contentée de dire qu'il lui faudrait faire preuve «de créativité» dans les négociations. D'après elle, «il n'y a pas toujours qu'une solution A ou B.»

THEODORA PETER

Christoph Blocher change d'avis

Le tribun de l'UDC et ancien conseiller fédéral Christoph Blocher touchera une rente de 1,1 million de francs. Après son éviction du Conseil fédéral en 2007, le milliardaire avait publiquement déclaré qu'il renonçait à sa rente de magistrat à la retraite. En juillet 2020, il exigeait toutefois rétroactivement une rente de 2,7 millions de francs. Le gouvernement a décidé de lui verser 1,1 million de francs, et de tout mettre en œuvre pour que de telles demandes ne puissent plus être déposées à l'avenir. (MUL)

Graves accusations contre Darius Rochebin

Dans son dernier numéro, la «Revue Suisse» a présenté le journaliste star Darius Rochebin. Presque en même temps, de graves accusations pesant contre lui ont été rendues publiques. D'après le journal «Le Temps», des collaborateurs de la chaîne de télévision romande RTS accusent plusieurs employés bien placés de harcèlement sexuel. Darius Rochebin figure au nombre des accusés. Gilles Marchand, directeur de la Société suisse de radiodiffusion et télévision et ancien directeur de la RTS jusqu'en 2017, a reconnu des erreurs et demandé que la lumière soit faite rapidement sur ces abus. Les résultats ne sont pas encore connus. (MUL)

Le PDC se défait de son nom chrétien

Le Parti démocrate-chrétien (PDC) se défait du C dans son nom. En novembre, il a décidé que dès 2021, le PDC s'appellerait «Le Centre». Principal motif de ce changement de nom: sans l'attribut «chrétien», il serait plus facile de s'adresser aux électeurs urbains du centre de l'échiquier politique. Le PDC est issu des milieux catholiques et conservateurs du XIX^e siècle. Depuis 1891, le parti est représenté au Conseil fédéral. (MUL)

Le PBD fusionne avec le PDC

La politique suisse comptera un parti de moins. Le Parti Bourgeois-Démocratique, fondé en 2008, fusionnera avec le PDC et évoluera ainsi désormais lui aussi sous la bannière du «Centre». Ces dernières années déjà, le PDC et le PBD menaient une politique proche sur le plan national. Tandis que le PDC est fortement représenté dans les régions catholiques, le PBD est surtout présent dans les cantons de Berne et des Grisons. (MUL)

Le «mariage pour tous» devient une réalité

La Suisse a ouvert la voie au «mariage pour tous». Après le Conseil national, le Conseil des États a lui aussi décidé en décembre que les couples homosexuels auront le droit de se marier en Suisse. Les couples de lesbiennes pourront en outre accéder au don de sperme pour avoir des enfants. (MUL)

Nous avons besoin de prendre le premier taxi des neiges.

Les Clétières, Valais, © Ivo Scholz



Nous avons besoin de Suisse.



Suisse.

Découvrir l'hiver maintenant: [MySwitzerland.com/frsttime](https://www.myswitzerland.com/frsttime)
Partage tes plus belles expériences avec [#IneedSwitzerland](https://twitter.com/IneedSwitzerland)

